

Aux actionnaires de,  
**Sword Group SE**  
2-4, rue d'Arlon

L-8399 Luxembourg

## **RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE**

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de **Sword Group SE** (la « Société ») et de ses filiales (le « Groupe ») comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 Décembre 2017 ainsi que l'état du résultat global consolidé, l'état consolidé des variations dans les capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant au résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière consolidée du Groupe au 31 Décembre 2017, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlements, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittées des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

---

| <b>Raisons pour laquelle une question a été identifiée comme question clés de l'audit</b> | <b>Réponses apportées au point identifié</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|

---

#### **Dépréciation du goodwill**

|                                                                                                                                             |                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Au 31 décembre 2017, le goodwill s'élève à une valeur nette d'EUR 86,162. Dans le référentiel IFRS tels qu'adopté par l'UE, la société doit | Nous avons remis en cause la projection des cash flows incluse dans les tests de dépréciation du goodwill annuels en considérant le caractère |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

procéder à un test de dépréciation du goodwill sur une périodicité au moins annuelle. Les tests de dépréciation sont significatifs pour notre audit, étant donné la complexité du processus d'évaluation et le jugement ainsi que les hypothèses retenue qui sont sujets aux développements économiques et aux futures conditions d'activités.

exact des projections faites par le passé.

Pour notre audit, nous avons de plus revu de manière critique et testé les hypothèses clés, les méthodologies, le coût moyen pondéré du capital et autres données utilisées, émises par la direction, pour par exemple les comparer à des données externes et historiques, telles que attentes de croissance de marché externes. Nous avons procédé à une analyse de la sensibilité dans le modèle d'évaluation utilisé par le groupe.

Notre département d'expertise en évaluation d'évaluation a été intégré au sein de l'équipe d'audit pour nous assister dans la réalisation de ces procédures. Nous nous sommes concentrés sur la sensibilité de la marge disponibles dans les unités génératrices de cash, évaluant si une potentielle variation raisonnable dans les hypothèses peut entraîner la valeur nette comptable à être supérieure à la valeur estimée. Nous avons évalué le caractère exact des estimations faites par le conseil d'administration par la passé.

Nous avons également évalué le caractère adéquat des informations reprise en annexe 3.2 des états financiers consolidés.

**Observations clé communiquées aux personnes en charge de la gouvernance**

Nos travaux en relation avec la question clé ci-dessus ne donnent pas lieu à des commentaires de notre part.

**Raisons pour laquelle une question a été identifiée comme question clés de l'audit**

**Réponses apportées au point identifié**

### **Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Ainsi que détaillé en note 5 dans les annexes aux états financiers, le groupe vend ses services à différents clients et opère dans différents secteurs d'activités et secteurs géographiques.

Les normes internationales d'audit requièrent d'un auditeur qu'il présume un risque de fraude dans la reconnaissance du chiffre d'affaires lors de l'évaluation initiale du risque d'une erreur significative.

Une proportion des revenus du groupe est générée via des contrats importants et complexes qui implique l'évaluation des conditions dans lesquelles le transfert des risques et bénéfices à l'acheteur est effectué, afin d'évaluer si les produits et les charges sont à reconnaître dans la période courante.

Nos procédures incluent parmi d'autres, l'évaluation de la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires pour les contrats complexes.

Au travers des travaux effectués par des auditeurs des filiales, nous avons testé la conception et l'efficacité des contrôles mis en place par la direction en lien avec l'analyse de la reconnaissance des revenus et l'identification de clauses de contrat inhabituelles.

Nous avons réalisé des procédures incluant le test sur base d'échantillon de la documentation identifiant la livraison de licences ou de services, y inclus des contrats et de la correspondance avec des tiers, pour déterminer le caractère correcte et complet de la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Nous avons évalué le caractère approprié des estimations faites par la direction par rapport aux travaux en cours.



---

**Observations clé communiquées aux personnes en charge de la gouvernance**

Nos travaux en relation avec la question clé ci-dessus ne donnent pas lieu à des commentaires de notre part.

---

**Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion consolidé et de la déclaration sur le gouvernement d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers consolidés.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

**Responsabilités du Conseil d'Administrations et des responsables du gouvernement d'entreprise pour les états financiers consolidés**

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significative, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité au si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Il incombe aux responsables du gouvernement d'entreprise de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

**Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers [consolidés] comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables du gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons

que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences négatives de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

### **Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires**

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 28 avril 2017 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 6 ans.

Le rapport de gestion consolidé, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

La déclaration sur le gouvernement d'entreprise telle que publiée sur le site Internet de la société <http://www.sword-group.com> relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont, à la date de ce rapport, en concordance avec les états financiers consolidés et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis du Groupe au cours de l'audit.

### **Autre sujet**

La déclaration sur le gouvernement d'entreprise comprend, lorsqu'applicable, les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) points a), b), e), f) et g) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Luxembourg, le 26 mars 2018

Pour MAZARS LUXEMBOURG, Cabinet de révision agréé  
10A, rue Henri M. Schnadt  
L-2530 LUXEMBOURG



Olivier Biren,  
Réviseur d'entreprises agréé

# 15 COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2017

## BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2017 – ACTIF

| <i>(en milliers d'euros)</i>                  | Notes  | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------------------------|--------|---------------------|---------------------|
| <b>ACTIFS</b>                                 |        |                     |                     |
| <b>ACTIFS NON COURANTS</b>                    |        |                     |                     |
| Goodwill                                      | 12     | 86 162              | 86 253              |
| Autres immobilisations incorporelles          | 11     | 11 918              | 10 850              |
| Immobilisations corporelles                   | 10     | 7 277               | 7 517               |
| Participations dans des entreprises associées | 7      | 2 852               | 2 644               |
| Actifs financiers disponibles à la vente      | 14, 24 | 518                 | 518                 |
| Actifs d'impôt différé                        | 25     | 1 438               | 1 165               |
| Autres actifs                                 | 16     | 10 253              | 12 895              |
| <b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>          |        | <b>120 418</b>      | <b>121 842</b>      |
| <b>ACTIFS COURANTS</b>                        |        |                     |                     |
| Créances clients et autres débiteurs          | 15     | 54 105              | 46 255              |
| Actifs d'impôt exigible                       |        | 2 026               | 1 159               |
| Autres actifs                                 | 16     | 9 209               | 14 496              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie       | 17     | 38 479              | 46 196              |
| <b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>              |        | <b>103 819</b>      | <b>108 106</b>      |
| <b>TOTAL DES ACTIFS</b>                       |        | <b>224 238</b>      | <b>229 948</b>      |



## BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2017 – PASSIF

| (en milliers d'euros)                                             | Notes | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-------------------------------------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>                                 |       |                     |                     |
| CAPITAUX PROPRES                                                  |       |                     |                     |
| Capital                                                           | 33    | 9 545               | 9 545               |
| Primes d'émission                                                 |       | 70 676              | 70 676              |
| Réserves                                                          |       | 230                 | 2 558               |
| Résultats non distribués                                          |       | 58 668              | 64 372              |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE                       |       | 139 119             | 147 151             |
| Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) | 6     | 4 213               | 5 017               |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>                                 |       | <b>143 332</b>      | <b>152 168</b>      |
| PASSIFS NON COURANTS                                              |       |                     |                     |
| Dettes financières                                                | 20    | 17 000              | 13 500              |
| Provisions pour retraites                                         | 18    | 1 015               | 852                 |
| Autres provisions                                                 | 19    | 688                 | 800                 |
| Passifs d'impôt différé                                           | 25    | 1 449               | 1 593               |
| Autres passifs                                                    | 23    | 85                  | 93                  |
| <b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>                             |       | <b>20 237</b>       | <b>16 838</b>       |
| PASSIFS COURANTS                                                  |       |                     |                     |
| Dettes financières                                                | 20    | 876                 | 738                 |
| Autres provisions                                                 | 19    | 232                 | 408                 |
| Dettes fournisseurs et autres créditeurs                          | 22    | 17 367              | 17 837              |
| Passifs d'impôt exigible                                          |       | 2 258               | 3 708               |
| Autres passifs                                                    | 23    | 39 936              | 38 251              |
| <b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>                                 |       | <b>60 669</b>       | <b>60 942</b>       |
| <b>TOTAL DES PASSIFS</b>                                          |       | <b>80 906</b>       | <b>77 780</b>       |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>                  |       | <b>224 238</b>      | <b>229 948</b>      |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2017

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                                                        | Notes | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|
| <b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>                                                                           | 5     | <b>173 489</b>      | <b>160 157</b>      |
| Achats                                                                                              |       | (6 966)             | (6 093)             |
| Charges de personnel                                                                                | 26    | (79 304)            | (74 354)            |
| Autres charges externes                                                                             |       | (58 378)            | (54 566)            |
| (Dotations aux)/ reprises sur provisions                                                            | 27    | (323)               | 105                 |
| Autres charges opérationnelles courantes                                                            |       | (1 583)             | (1 086)             |
| Autres produits opérationnels courants                                                              |       | 874                 | 741                 |
| <b>BÉNÉFICE AVANT INTÉRÊTS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENTS HORS ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS (EBITDA)</b>      |       | <b>27 809</b>       | <b>24 904</b>       |
| <b>EBITDA en %</b>                                                                                  |       | <b>16,03%</b>       | <b>15,55%</b>       |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles                                        | 10    | (1 965)             | (1 948)             |
| Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles issues de regroupement d'entreprises | 11    | (1 976)             | (2 235)             |
| Dotations aux amortissements des autres immobilisations incorporelles                               | 11    | (1 417)             | (1 184)             |
| <b>BÉNÉFICE AVANT INTÉRÊTS ET IMPÔTS HORS ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS (EBIT)</b>                        |       | <b>22 451</b>       | <b>19 537</b>       |
| <b>EBIT en %</b>                                                                                    |       | <b>12,94%</b>       | <b>12,20%</b>       |
| Résultat sur cessions d'actifs                                                                      | 28    | (445)               | (230)               |
| Perte de valeur sur actifs                                                                          | 29    | (2 909)             | -                   |
| Autres éléments non récurrents                                                                      | 30    | (1 766)             | (4 082)             |
| <b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL (RO)</b>                                                                   |       | <b>17 331</b>       | <b>15 225</b>       |
| <b>RO en %</b>                                                                                      |       | <b>9,99%</b>        | <b>9,51%</b>        |
| Produits financiers                                                                                 |       | 1 158               | 3 114               |
| Charges financières                                                                                 |       | (2 040)             | (2 307)             |
| <b>RÉSULTAT FINANCIER</b>                                                                           | 31    | <b>(882)</b>        | <b>807</b>          |
| Quote-part du résultat des entreprises associées                                                    | 7     | (192)               | (370)               |
| <b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>                                                                        |       | <b>16 257</b>       | <b>15 662</b>       |
| Charge d'impôt sur le résultat                                                                      | 25    | (5 019)             | (4 846)             |
| <b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>                                                                       |       | <b>11 238</b>       | <b>10 816</b>       |
| <i>Dont :</i>                                                                                       |       |                     |                     |
| Part du Groupe                                                                                      |       | 10 419              | 10 498              |
| Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)                                   | 6     | 819                 | 318                 |
| Résultat par action <i>(en euros)</i>                                                               | 32    | 1,09                | 1,12                |
| Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>                                                         | 32    | 1,09                | 1,11                |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.



## ÉTAT CONSOLIDÉ DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2017

| (en milliers d'euros)                                             | Notes | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-------------------------------------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|
| <b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>                                     |       | <b>11 238</b>       | <b>10 816</b>       |
| <b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL</b>                         |       |                     |                     |
| <i>Éléments recyclables en résultat net</i>                       |       |                     |                     |
| Écarts de conversion                                              |       |                     |                     |
| - survenus au cours de l'exercice                                 |       | (5 597)             | (10 441)            |
| Actifs financiers disponibles à la vente                          |       |                     |                     |
| - gain relatif à la réévaluation à la juste valeur                | 14    | 22                  | 91                  |
| Total des éléments recyclables en résultat net                    |       | (5 575)             | (10 350)            |
| <i>Éléments non recyclables en résultat net</i>                   |       |                     |                     |
| Régimes à prestations définies                                    |       |                     |                     |
| - Écarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi          |       | (12)                | (76)                |
| Total des éléments non recyclables en résultat                    |       | (12)                | (76)                |
| <b>TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL, NET D'IMPÔTS</b> |       | <b>(5 587)</b>      | <b>(10 426)</b>     |
| <b>RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>                              |       | <b>5 651</b>        | <b>390</b>          |
| <i>Dont:</i>                                                      |       |                     |                     |
| Part du Groupe                                                    |       | 5 164               | 1 528               |
| Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) |       | 487                 | (1 138)             |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

## TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 31 DÉCEMBRE 2017

| (en milliers d'euros)                          | Réserves     |                  |                 |                                               |                                |                       | Résultats non distribués | Total          | Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) | Total capitaux propres |
|------------------------------------------------|--------------|------------------|-----------------|-----------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------|--------------------------|----------------|-------------------------------------------------------------------|------------------------|
|                                                | Capital      | Prime d'émission | Actions propres | Réserve de réévaluation des actifs financiers | Régimes à prestations définies | Réserve de conversion |                          |                |                                                                   |                        |
| <b>SOLDE AU 31 DECEMBRE 2015</b>               | <b>9 415</b> | <b>68 699</b>    | <b>1 593</b>    | <b>447</b>                                    | <b>20</b>                      | <b>12 202</b>         | <b>61 829</b>            | <b>154 205</b> | <b>7 088</b>                                                      | <b>161 293</b>         |
| Résultat de l'exercice                         | -            | -                | -               | -                                             | -                              | -                     | 10 498                   | 10 498         | 318                                                               | 10 816                 |
| Autres éléments du résultat global             | -            | -                | -               | 91                                            | (76)                           | (8 985)               | -                        | (8 970)        | (1 456)                                                           | (10 426)               |
| Résultat global de l'exercice                  | -            | -                | -               | 91                                            | (76)                           | (8 965)               | 10 498                   | 1 528          | (1 138)                                                           | 390                    |
| Émission d'actions ordinaires                  | 130          | 1 977            | -               | -                                             | -                              | -                     | -                        | 2 107          | -                                                                 | 2 107                  |
| Rachats/ reventes d'actions ordinaires         | -            | -                | (2 734)         | -                                             | -                              | -                     | -                        | (2 734)        | -                                                                 | (2 734)                |
| Paielements fondés sur des actions             | -            | -                | -               | -                                             | -                              | -                     | 92                       | 92             | -                                                                 | 92                     |
| Paielement de dividendes                       | -            | -                | -               | -                                             | -                              | -                     | (11 303)                 | (11 303)       | (19)                                                              | (11 322)               |
| Transactions entre actionnaires                | -            | -                | -               | -                                             | -                              | -                     | 3 256                    | 3 256          | (914)                                                             | 2 342                  |
| <b>SOLDE AU 31 DECEMBRE 2016</b>               | <b>9 545</b> | <b>70 676</b>    | <b>(1 141)</b>  | <b>538</b>                                    | <b>(56)</b>                    | <b>3 217</b>          | <b>64 372</b>            | <b>147 151</b> | <b>5 017</b>                                                      | <b>152 168</b>         |
| Résultat de l'exercice                         | -            | -                | -               | -                                             | -                              | -                     | 10 419                   | 10 419         | 819                                                               | 11 238                 |
| Autres éléments du résultat global             | -            | -                | -               | 22                                            | (12)                           | (5 265)               | -                        | (5 255)        | (332)                                                             | (5 587)                |
| Résultat global de l'exercice                  | -            | -                | -               | 22                                            | (12)                           | (5 265)               | 10 419                   | 5 164          | 487                                                               | 5 651                  |
| Rachats/ reventes d'actions ordinaires         | -            | -                | 2 927           | -                                             | -                              | -                     | -                        | 2 927          | -                                                                 | 2 927                  |
| Paielement de dividendes                       | -            | -                | -               | -                                             | -                              | -                     | (11 445)                 | (11 445)       | (37)                                                              | (11 482)               |
| Transactions entre actionnaires <sup>(1)</sup> | -            | -                | -               | -                                             | -                              | -                     | (4 678)                  | (4 678)        | (1 254)                                                           | (5 932)                |
| <b>SOLDE AU 31 DECEMBRE 2017</b>               | <b>9 545</b> | <b>70 676</b>    | <b>1 786</b>    | <b>560</b>                                    | <b>(68)</b>                    | <b>(2 048)</b>        | <b>58 668</b>            | <b>139 119</b> | <b>4 213</b>                                                      | <b>143 332</b>         |

<sup>(1)</sup> Les transactions entre actionnaires durant 2017 résultent principalement de transactions avec Sword Technologies SA et Apak Group Ltd.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS 31 DECEMBRE 2017

| (en milliers d'euros)                                                                                                                             | Notes  | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|---------------------|---------------------|
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>                                                                                      |        |                     |                     |
| Résultat de l'exercice                                                                                                                            |        | 11 238              | 10 816              |
| <i>Ajustements:</i>                                                                                                                               |        |                     |                     |
| Dotations aux amortissements                                                                                                                      | 10, 11 | 5 358               | 5 367               |
| Perte de valeur sur créances clients                                                                                                              |        | 1 001               | 466                 |
| Dotations aux/ (reprises sur) autres provisions                                                                                                   |        | (69)                | 125                 |
| Dotations aux provisions pour avantages au personnel                                                                                              |        | 162                 | 165                 |
| (Plus)/ moins-values nettes de cession d'actifs non courants, nettes des coûts de transaction                                                     | 28     | 445                 | 230                 |
| Paievements basés sur les actions                                                                                                                 | 26     | -                   | 92                  |
| Produits d'intérêts                                                                                                                               | 32     | (421)               | (442)               |
| Charges d'intérêts                                                                                                                                | 32     | 416                 | 427                 |
| Charge d'impôt sur le résultat                                                                                                                    | 25     | 5 019               | 4 846               |
| Variation du fonds de roulement                                                                                                                   |        | 729                 | 3 196               |
| Trésorerie générée par les activités opérationnelles                                                                                              |        | 23 878              | 25 288              |
| Impôts versés                                                                                                                                     |        | (7 452)             | (3 488)             |
| <b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPERATIONNELLES</b>                                                                            |        | <b>16 426</b>       | <b>21 800</b>       |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>                                                                                     |        |                     |                     |
| <i>Acquisitions/ entrées de:</i>                                                                                                                  |        |                     |                     |
| - Immobilisations incorporelles générées en internes                                                                                              |        | (4 556)             | (2 870)             |
| - Autres immobilisations incorporelles                                                                                                            |        | (229)               | (357)               |
| - Immobilisations corporelles                                                                                                                     |        | (5 618)             | (2 350)             |
| - Participations dans des entreprises associées                                                                                                   | 7      | (400)               | (582)               |
| - Actifs financiers disponibles à la vente                                                                                                        |        | (24)                | (250)               |
| <i>Cessions/ sorties de:</i>                                                                                                                      |        |                     |                     |
| - Immobilisations corporelles                                                                                                                     |        | 22                  | 77                  |
| - Actifs financiers disponibles à la vente                                                                                                        |        | -                   | 600                 |
| Intérêts reçus                                                                                                                                    |        | 425                 | 515                 |
| Prise de contrôle sur filiales et augmentation de détention dans des filiales existantes, nette de trésorerie et équivalents de trésorerie acquis |        | (9 993)             | (14 044)            |
| Perte de contrôle de filiales, nettes de trésorerie et équivalents de trésorerie cédés                                                            |        | (384)               | 363                 |
| <b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES/ (AFFECTÉS AUX) ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                           |        | <b>(20 757)</b>     | <b>(18 898)</b>     |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.



## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS 31 DECEMBRE 2017 – SUITE

| (en milliers d'euros)                                                                   | Notes | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>                             |       |                     |                     |
| Produit de l'émission d'actions ordinaires                                              |       | -                   | 2 106               |
| Paielement lié au rachat et à la revente d'actions ordinaires                           |       | 2 927               | (2 734)             |
| Contrepartie reçue de participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) |       | 1                   | 1 141               |
| Nouveaux emprunts et utilisation de lignes de crédit                                    |       | 7 070               | 7                   |
| Remboursement d'emprunts                                                                |       | -                   | (5 504)             |
| Intérêts versés                                                                         |       | (557)               | (435)               |
| Dividendes versés aux actionnaires de la société mère                                   |       | (11 445)            | (11 303)            |
| Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle                         |       | (37)                | (19)                |
| FLUX DE TRESORERIE NETS AFFECTES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT                           |       | (2 041)             | (16 741)            |
| <b>Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>                    |       | <b>(6 372)</b>      | <b>(13 839)</b>     |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice                     |       | 45 458              | 61 444              |
| Effet de la variation du taux de change                                                 |       | (1 483)             | (2 147)             |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>               | 17    | <b>37 603</b>       | <b>45 458</b>       |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

## **16 ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2017 (MONTANT EXPRIMÉS EN MILLIERS D'EUROS)**

### **NOTE 1. NOTE 1. INFORMATIONS GÉNÉRALES**

#### **1.1 Présentation de la société**

Sword Group SE (la « Société ») est une société européenne de droit luxembourgeois, dont le siège social situé au 2, rue d'Arlon à Windhof (Luxembourg). La Société est immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 168.244.

Le Groupe Sword, constitué de la Société et des sociétés qu'elle contrôle, est spécialisé dans la fourniture, au niveau mondial, de logiciels et de services informatiques aux industries réglementées et aux groupes internationaux.

Les activités du Groupe Sword sont organisées et gérées autour des deux métiers suivants :

- IT Services (aussi renseigné sous le vocable « Solutions »)
- Logiciels (autrement appelé « Software » ou « Produits »)

L'offre du Groupe se décline sous forme d'un large éventail de prestations incluant conseil stratégique et opérationnel, ingénierie de solution et développement d'applications, assistance à maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre, conduite de changement et maintenance applicative pour compte de tiers.

Les actions de la Société sont cotées sur le marché Euronext Paris (compartiment B).

Les états financiers consolidés ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 26 février 2018. Ces états financiers consolidés deviendront définitifs après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires prévue en date du 27 avril 2018.

#### **1.2 Événements majeurs de l'exercice 2017**

Le 14 janvier 2017, le Groupe a renforcé sa participation dans Eurogenia S.A. passant de 41% de détention dans le capital à 100% pour un montant de 833 milliers de CHF (équivalent à 774 milliers d'euros).

En avril 2017, le Groupe a renforcé sa participation dans Apak Group Ltd et Active Risk Group Ltd pour un montant de 2 559 milliers d'euros et 980 milliers d'euros respectivement, en passant de 84% à 87% et de 96,58% à 100% de détention dans le capital des deux filiales.

Le 1<sup>er</sup> mai 2017, le Groupe a acquis 18% du capital Plefsys IT PC (« Plefsys »), une société de droit grec, pour un montant de 400 milliers d'euros, avec un engagement de porter la participation du Groupe à 64% du capital sur une période de trois années, pour un prix maximum de 1 500 milliers d'euros, en ce compris la mise de départ. Voir note 7 et note 37.2.

En octobre 2017, le Groupe a acquis 100% des actions de Venture Information Management Ltd, une société de droit britannique spécialisée dans les services IT à destination de l'industrie de l'exploration et production pétrolière et gazière pour un prix de 2 210 milliers d'euros. Voir note 8.1.

En septembre 2017, le Groupe a acquis 100% des actions de MintTulip Ltd, société de droit britannique et partenaire de Microsoft dans les services Cloud pour un prix de EUR 1 788 milliers d'euros. Voir note 8.1.

### **NOTE 2. BASE DE PRÉPARATION ET PRINCIPES COMPTABLES**

#### **2.1 Base de préparation**

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros (monnaie fonctionnelle de la Société), arrondis au millier le plus proche, sauf indication contraire. Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à la juste valeur.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés au 31 décembre 2017 ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière telles que publiées par l'«International Accounting Standards Board» (IASB) et adoptées par l'Union Européenne (ci-après « IFRS » ou « référentiel IFRS »).

Les actifs et les passifs, charges et produits ne sont pas compensés, sauf si une norme IFRS le permet ou le requiert.

**(a) Normes IFRS nouvelles et révisées ayant une incidence sur les montants présentés ou les informations à fournir dans les états financiers**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Groupe a adopté les amendements suivants :

**‘Initiative concernant les informations à fournir’**

*(Amendements à IAS 7, ‘État des flux de trésorerie’)*

Les amendements exigent la présentation d’informations permettant aux utilisateurs des états financiers d’évaluer les variations des passifs issues des activités de financement, que celles-ci proviennent ou non des flux de trésorerie. A la suite de l’adoption de cette nouvelle disposition, le Groupe présente le rapprochement des soldes à l’ouverture et à la clôture des passifs issus de ses activités de financement. Voir note 20.4.

Au cours de l’exercice considéré, le Groupe n’a adopté aucune autre norme IFRS nouvelle ou révisée devant être obligatoirement appliquée pour l’exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et susceptible d’avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

**(b) Normes IFRS nouvelles et révisées, publiées, mais non encore entrées en vigueur**

Le Groupe n’a appliqué aucune norme, interprétation ou amendement par anticipation.

Les nouvelles normes et amendements susceptibles d’impacter le Groupe sont les suivantes :

**IFRS 9, ‘Instrument financiers’**

Le 24 juillet 2014, l’IASB a publié la version définitive de la norme IFRS 9, regroupant les trois phases du projet, à savoir ‘Classement et évaluation’ (phase 1), ‘Dépréciation des actifs’ (phase 2) et ‘Comptabilité de couverture’ (phase 3), laquelle norme est destinée à remplacer dans son intégralité IAS 39, ‘Instruments financiers : comptabilisation et évaluation’. IFRS 9 constitue un remaniement important des règles comptables qui s’appliquent aux instruments financiers. La norme introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers, fondée sur le modèle économique que suit l’entité pour la gestion de ses actifs et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l’actif financier. Le modèle de dépréciation d’IAS 39, fondé sur les pertes subies, est remplacé par un modèle utilisant des informations plus prospectives aux fins de la comptabilisation de pertes de crédits attendues.

À l’identification d’un événement générateur de perte de crédit par l’entité se substitue un éventail élargi d’informations pour l’appréciation du risque de crédit et l’évaluation de pertes de crédits attendues. Par ailleurs, IFRS 9 a reformulé les exigences en matière de comptabilité de couverture, en alignant plus étroitement la comptabilité de couverture avec les activités de gestion des risques d’une entité, en augmentant l’admissibilité autant des éléments couverts que des instruments de couverture et en mettant en place une approche davantage fondée sur des principes pour évaluer l’efficacité de la couverture. La nouvelle norme remplace toutes les versions antérieures et sera applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l’application anticipée étant permise.

La norme devra être appliquée rétrospectivement. Le retraitement des exercices comparatifs est optionnel lors de la première application des dispositions relatives aux phases 1 et 2 d’IFRS 9. Si le Groupe ne retraite pas les exercices antérieurs, il devra comptabiliser les impacts liés à la première application dans ses réserves à l’ouverture du premier exercice d’adoption.

Le Groupe a procédé à une analyse de l’impact de la norme IFRS 9 sur ses états financiers, compte tenu de l’obligation de reconnaître le cas échéant des pertes de valeur sur actifs financiers et autres engagements financiers de manière anticipée, sur base du nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit fondé sur la notion de risque « attendu ».

À cette fin, le Groupe a revu la typologie des créances commerciales au 31 décembre 2017, le niveau de provisionnement des créances au 31 décembre 2016, ajusté pour tenir compte des dotations et reprises de provisions portant sur ces créances à l’ouverture et comptabilisées pendant l’exercice 2017 et l’historique des pertes liées à des défauts de paiement sur trois années.



L'analyse n'a révélé aucune incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe découlant de l'application de cette nouvelle norme sur les créances commerciales et les encours de production. Ce constat s'explique notamment par la nature des activités du Groupe, les modes de facturation et d'encaissement des créances et la typologie de sa clientèle constituée pour l'essentiel d'organismes publics et de grands comptes.

Conformément aux exigences de la nouvelle norme, la Direction du Groupe a aussi évalué le risque de défaut et le montant à provisionner en cas de défaut des autres créances et engagements financiers. Selon la Direction du Groupe, dans l'hypothèse d'un défaut, les taux de récupération estimés à la clôture de l'exercice sont tels que les pertes de valeur à enregistrer en fonds propres à l'occasion du passage à IFRS 9 seraient non significatives.

## **IFRS 15, 'Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients'**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, une norme harmonisée qui établit un modèle unique en 5 étapes pour la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients. La norme doit être appliquée à chaque contrat et fournit désormais des indications précises sur l'identification des différents éléments des contrats conclus avec les clients qu'il conviendra de comptabiliser séparément, la notion de transfert continu du contrôle pour la comptabilisation du chiffre d'affaires à l'avancement, l'évaluation du prix de la transaction, la prise en compte du risque de crédit et des rémunérations variables, et la comptabilisation des licences ainsi que des coûts associés à l'obtention des contrats avec les clients. En outre, la nouvelle norme accroît considérablement les obligations d'informations sur la comptabilisation des produits. La version initiale de la norme publiée par l'IASB en mai 2014 a fait objet d'un amendement le 12 avril 2016 destiné à apporter certaines clarifications.

IFRS 15 remplace toutes les normes et interprétations antérieures liées aux produits des activités ordinaires et entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'application anticipée étant permise.

La norme devra être appliquée rétrospectivement. Le Groupe a cependant fait le choix d'appliquer la méthode d'application rétrospective modifiée. Selon cette méthode, le Groupe est tenu de comptabiliser l'effet cumulatif de l'application d'IFRS 15 comme un ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués à la date de première application sans retraiter les périodes comparatives présentées. Dès lors, l'entité n'appliquera IFRS 15 de façon rétrospective qu'aux contrats qui ne sont pas achevés à la date de première application.

En ce qui concerne le segment « IT Services », pour pouvoir continuer à comptabiliser son chiffre d'affaires à l'avancement, le Groupe devra vérifier notamment que les prestations fournies jusqu'à une date donnée et correspondant aux « travaux en cours » ne puissent être destinées à un usage alternatif et qu'elles donnent droit à rémunération au même titre que les services déjà réceptionnés par les clients concernés.

Pour le segment « Logiciels », le Groupe devra notamment déterminer dans quelle mesure les biens et services fournis à un client ont un caractère distinct ou non et dès lors doivent être comptabilisés séparément et inversement. Il devra aussi apprécier si des services et biens distincts doivent être comptabilisés de manière progressive, si l'un des critères fixés par la norme pour la comptabilisation à l'avancement est rempli ou, à défaut, s'ils doivent être comptabilisés à un moment précis, c'est-à-dire au moment où le client obtient le contrôle du bien ou du service considéré.

Le Groupe a procédé à une analyse détaillée de l'impact de la norme IFRS 15 sur ses états financiers sur base des contrats existants au 31 décembre 2017.

La principale divergence ayant un impact significatif sur les états financiers résulte des prestations d'installation et de paramétrage de certains logiciels, lesquelles prestations sont indispensables à l'utilisation de ces logiciels par le client final et dont le chiffre d'affaires et les coûts associés devront être reconnus de manière identique aux produits de licences ou de mise à disposition de logiciels en mode SaaS, entraînant un report dans le temps du chiffre d'affaires.

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence de l'adoption de la norme sur l'état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

*(en milliers d'euros)*

|                                                                                                                                                  |       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Diminution des résultats non distribués (suite à l'augmentation des charges payées d'avance et à l'augmentation des produits constatés d'avance) | 1,916 |
| Augmentation des charges payées d'avance (suite au report de la comptabilisation en charges des coûts liés aux prestations susvisées)            | 2,843 |
| Augmentation des produits constatés d'avance (suite au report de la comptabilisation du chiffre d'affaires généré par les prestations susvisées) | 4,759 |

Selon les estimations les plus récentes de la direction du Groupe, le chiffre d'affaires et les coûts des contrats y relatifs devant faire l'objet d'un report selon IFRS 15 seront pour l'essentiel reconnus en résultat sur une période de 5 années, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **IFRS 16, 'Contrats de locations'**

IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats de locations ainsi que les informations à fournir dans les états financiers. La nouvelle norme s'applique tant aux bailleurs qu'aux preneurs et remplace toutes les normes et interprétations actuelles des IFRS portant sur les contrats de location. Elle entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'application anticipée étant permise sous condition d'appliquer également IFRS 15.

Le Groupe a effectué une évaluation de l'impact éventuel sur ses états financiers consolidés. Jusqu'ici, l'impact le plus significatif identifié est lié au fait que le Groupe comptabilisera un passif correspondant à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs. L'obligation locative sera évaluée au coût amorti au moyen du taux d'intérêt effectif. Le Groupe devra également comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation, qui sera initialement comptabilisé au montant de l'obligation locative. Sont visés les contrats de location simple, en ce inclus les baux immobiliers qui constituent l'essentiel des contrats visés par la nouvelle norme. Le montant des engagements au 31 décembre 2017 tels qu'ils figurent en note 38 donnent une indication de l'impact hors effet lié à l'actualisation que la nouvelle norme pourrait avoir sur les éléments d'actif et de passif.

Les loyers comptabilisés suivant la méthode actuelle seront remplacés par une charge d'amortissement (en principe linéaire) calculée sur la durée de vie de l'actif et une charge d'intérêts (qui sera dégressive au fur et à mesure des paiements périodiques).

Lors de l'adoption de la norme IFRS 16 par le Groupe, il est attendu que les mesures de performance présentées par le Groupe soient modifiées comme suit :

- Le ratio dettes/ fonds propres va augmenter suite à la hausse du niveau d'endettement du fait de l'inclusion des obligations locatives au passif ;
- Le bénéfice avant intérêts et impôts hors éléments non récurrents (EBIT) devrait augmenter, à la suite du remplacement des loyers par une charge d'amortissement moins élevée ;
- Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements hors éléments non récurrents (EBITDA) devrait augmenter, à la suite de l'élimination des loyers, sans pour autant y inclure l'amortissement.

## **2.2 Recours à des estimations**

L'établissement des états financiers consolidés, conformément au référentiel IFRS, nécessite que la direction procède à des estimations et retienne des hypothèses dans le processus d'application des principes comptables. Les domaines impliquant un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou ceux pour lesquels les estimations et hypothèses sont significatives au regard des états financiers consolidés sont présentés à la note 3.

## **2.3 Présentation « courant » et « non courant »**

L'état consolidé de la situation financière est présenté selon le critère de distinction « courant » et « non courant » défini par la norme IAS 1.

Les actifs et les passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, lequel peut s'étendre au-delà des douze mois après la clôture de l'exercice. Tous les autres actifs et passifs sont non courants.

## 2.4 Méthode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et de ses filiales (l'ensemble constituant le « Groupe »), préparés au 31 décembre 2017.

### (a) Filiales

Une filiale est une entreprise sur laquelle le Groupe exerce un contrôle direct ou indirect. Les filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale à partir de la date à laquelle le Groupe obtient le contrôle, et sont déconsolidées à partir de la date où ce contrôle prend fin.

Le contrôle est présumé exister si et seulement si :

- le Groupe détient le pouvoir sur la filiale,
- il est exposé, ou a droit à des rendements variables, en raison de ses liens avec la filiale, et
- il a la capacité d'exercer son pouvoir sur la filiale de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Les entités contrôlées sont celles dont le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux du Groupe, en utilisant des principes comptables homogènes.

Toutes les transactions et soldes intragroupes sont éliminés lors de la consolidation. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont intégralement éliminés.

Le résultat net et chaque composant des autres éléments du résultat global sont attribués aux actionnaires de la société mère et aux participations ne donnant pas le contrôle (autrement dit, les intérêts minoritaires), même si cela se traduit par un solde déficitaire.

### (b) Perte de contrôle dans une filiale

Lorsque le Groupe perd le contrôle d'une filiale, un gain ou une perte est comptabilisé en résultat et est calculé comme l'écart entre (i) le total de la juste valeur de la contrepartie reçue et de la juste valeur de toute participation conservée, et (ii) la valeur comptable antérieure des actifs (y compris le goodwill) et des passifs de la filiale ainsi que de toute participation ne donnant pas le contrôle. Tous les montants antérieurement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global relatifs à cette filiale sont reclassés en résultat de l'exercice ou transférés à une autre catégorie de capitaux propres, le cas échéant, comme si le Groupe avait directement sorti les actifs et les passifs connexes de la filiale. La juste valeur d'une participation conservée dans l'ancienne filiale à la date de la perte du contrôle doit être considérée comme étant la juste valeur lors de la comptabilisation initiale aux fins de la comptabilisation ultérieure selon IAS 39.

Une liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est présentée à la note 6.

### (c) Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de ces entités, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient directement ou indirectement un pourcentage égal ou supérieur à 20% des droits de vote dans une entité sauf s'il peut être démontré clairement que le Groupe n'exerce pas d'influence notable. Inversement, si le Groupe détient directement ou indirectement un pourcentage inférieur à 20% des droits de vote dans une entité et qu'il peut être clairement démontré que le Groupe exerce une influence notable, la participation est classée comme entreprise associée.

Les participations dans les entreprises associées sont initialement comptabilisées au coût, puis mises en équivalence lors de la comptabilisation ultérieure. Elles intègrent le goodwill constaté au moment de l'acquisition et sont présentées nettes des pertes de valeur cumulées. Les entreprises mises en équivalence sont soumises à un test de dépréciation dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation. Si la valeur recouvrable de la participation est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors inscrite dans le résultat de l'exercice.

Après acquisition et jusqu'à la date à laquelle l'influence notable cesse, la quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées est comptabilisée en résultat de l'exercice tandis que la quote-part du Groupe dans les autres éléments du résultat global est comptabilisée en autres éléments du résultat global. Les mouvements cumulés depuis l'acquisition sont comptabilisés en ajustement du coût initial, à l'actif, dans l'état consolidé de la situation financière.

**2.5 Méthodes de conversion****(a) Conversion des états financiers des filiales étrangères**

La monnaie fonctionnelle de chacune des entités du groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère. L'incidence cumulée de la conversion des états financiers des activités à l'étranger est comptabilisée en capitaux propres, sous le poste « réserve de conversion ». Les actifs et passifs des activités à l'étranger sont convertis au taux de clôture et leurs produits et charges au taux moyen de l'exercice.

Les écarts de conversion sur les éléments monétaires qui constituent une créance à recevoir ou une dette à payer à une filiale étrangère, dont le règlement n'est ni planifié ni probable et qui constituent une part de l'investissement net dans cette filiale étrangère sont comptabilisés initialement dans les autres éléments du résultat global et reclassés au résultat net lors du remboursement des éléments monétaires.

Au moment de la cession d'une filiale étrangère, tous les écarts de conversion cumulés en capitaux propres sont reclassés en résultat net.

**(b) Transactions en devises étrangères**

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties en monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont converties au taux de change de clôture.

Les écarts de conversion résultant du règlement de ces transactions et de la conversion au taux de change de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en devises étrangères sont inscrits au compte de résultat.

Taux de conversion de l'euro contre les monnaies étrangères les plus significatives au 31 décembre 2017 et 2016 :

| (Devise)          | Taux de clôture |          | Taux moyen |          |
|-------------------|-----------------|----------|------------|----------|
|                   | 2017            | 2016     | 2017       | 2016     |
| Livre Sterling    | 0,8872          | 0,8562   | 0,8761     | 0,8189   |
| Dollar américain  | 1,1993          | 1,0541   | 1,1293     | 1,1067   |
| Dollar australien | 1,5346          | 1,4596   | 1,4729     | 1,4886   |
| Dinar tunisien    | 2,9780          | 2,4256   | 2,7695     | 2,3848   |
| Dirham marocain   | 11,2218         | 10,6566  | 10,9934    | 10,0981  |
| Franc suisse      | 1,1702          | 1,0739   | 1,1115     | 1,0902   |
| Pesos colombien   | 3 584,23        | 3 164,56 | 3 378,38   | 3 355,70 |
| Rand sud-africain | 14,8054         | 14,4569  | 15,04348   | 16,27816 |
| Roupie indienne   | 76,6049         | 71,5922  | 73,4970    | 74,3550  |

**2.6 Regroupements d'entreprises**

Quand le Groupe prend le contrôle d'une entité, les actifs et passifs identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La contrepartie transférée dans un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur des actifs transférés (y compris la trésorerie), des passifs assumés et des instruments de capitaux propres émis par le groupe en échange du contrôle de l'entité acquise. Les coûts directement liés à l'acquisition sont comptabilisés en résultat.

Le goodwill est évalué comme étant la différence positive entre les deux éléments suivants :

- somme de (i) la contrepartie transférée et, le cas échéant, (ii) du montant des participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) dans l'entité acquise et (iii) de la juste valeur de la participation déjà détenue par le groupe préalablement à la prise de contrôle ; et
- montant net à la date d'acquisition de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis et assumés.

Si, après confirmation des valeurs, cette différence s'avère négative, ce montant est immédiatement comptabilisé en résultat en tant que profit sur une acquisition avantageuse.

Le goodwill est porté à l'actif de l'état consolidé de la situation financière, sous la rubrique « Goodwill » et fait l'objet d'un test de dépréciation annuel (voir section 2.7. ci-dessous).

En outre, dans l'évaluation du goodwill telle qu'exposée ci-dessus, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué, au cas par cas et au choix du Groupe, soit à la juste valeur (option dite du « full goodwill »), soit à la quote-part de l'actif net identifiable de l'entité acquise (option dite du « partial goodwill »).



Les écarts d'acquisitions sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de l'entreprise acquise.

Les compléments de prix éventuels sont intégrés dans le prix d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle. Cet enregistrement est effectué par contrepartie des capitaux propres ou des dettes en fonction du mode de règlement de ces compléments de prix. La comptabilisation ultérieure des variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle dépend du classement de celle-ci dans les états financiers consolidés.

La contrepartie éventuelle classée comme un actif ou un passif est réévaluée aux dates de clôtures subséquentes conformément à IAS 39 ou à IAS 37, selon le cas, et le profit ou la perte en découlant est comptabilisé en résultat de l'exercice.

La prise de contrôle par achats successifs, est analysée comme une double opération : d'une part comme une cession de la totalité de la participation antérieurement détenue, et d'autre part, comme une acquisition de la totalité des titres avec constatation d'un écart d'acquisition (goodwill) sur l'ensemble de la participation (ancien lot et nouvelle acquisition).

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est inachevée à la fin de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle le regroupement d'entreprises survient, le Groupe doit présenter les montants provisoires relatifs aux éléments pour lesquels la comptabilisation est inachevée. Pendant la période d'évaluation, ces montants provisoires sont ajustés de manière rétrospective afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient eu une incidence sur les montants comptabilisés à cette date. La période d'évaluation ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition.

## **2.7 Goodwill**

Le goodwill découlant de l'acquisition d'une entreprise est comptabilisé au coût établi à la date d'acquisition (voir note 2.6), diminué du cumul des pertes de valeur, s'il y a lieu.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est alloué aux unités génératrices de trésorerie (UGT). Le goodwill est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représentent au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne. Les UGT correspondent aux secteurs opérationnels.

La valeur recouvrable d'une UGT représente la valeur la plus élevée entre sa juste valeur, diminuée des coûts de la vente, et sa valeur d'utilité déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Quand la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur doit être comptabilisée.

La perte de valeur est répartie, tout d'abord, en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT puis pour le reliquat, en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT.

Le goodwill n'est pas amorti et fait l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an en comparant sa valeur comptable avec sa valeur recouvrable à la date de clôture déterminée sur base de projections de flux de trésorerie couvrant une période de trois ans. La fréquence du test peut être plus courte si des événements ou circonstances indiquent que la valeur comptable n'est pas recouvrable.

## **2.8 Immobilisations incorporelles autres que le goodwill**

Les immobilisations incorporelles, autres que le goodwill, sont principalement constituées de logiciels, de contrats de mise à disposition de logiciels de type SaaS, de contrats de maintenance logicielle et de prestations à fournir (« production backlog »), activés à l'occasion de regroupements d'entreprises ainsi que du montant payé pour le rachat d'une clause de non concurrence (voir note 11) et de coûts de développement liés à l'amélioration de solutions logicielles existantes.

### **(a) Immobilisations incorporelles acquises séparément**

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont essentiellement constituées de la clause de non-concurrence. Elle est à durée d'utilité indéterminée et par conséquent comptabilisées à son coût d'acquisition, moins le cumul des pertes de valeur éventuelles.

### **(b) Immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises**

Les immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont identifiées et comptabilisées séparément du goodwill si elles répondent à la définition d'une immobilisation incorporelle. Le coût des immobilisations incorporelles correspond à la juste valeur à la date de l'acquisition.

Après la comptabilisation initiale, ces immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur la durée d'utilité attendue qui est la suivante :

- Logiciels (et les contrats y relatifs) : 5-10 ans
- Carnets de commandes : 3 mois à 5 ans

### **(c) Immobilisations incorporelles générées en interne**

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Les frais de développement sont immobilisés dès lors qu'ils remplissent l'ensemble des critères suivants:

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre,
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle,
- la probabilité que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe du fait de cette immobilisation incorporelle,
- la disponibilité des ressources (techniques, financières et autres) adéquates à la réalisation de l'immobilisation incorporelle,
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement répondant aux critères ci-dessus sont constatés à l'actif à hauteur des coûts directs affectés au projet. Ils sont amortis, sur la durée d'utilité attendue, à compter de la date de commercialisation du projet.

Compte tenu des spécificités de l'activité du Groupe, le critère déterminant est celui de la faisabilité technique puisque c'est généralement le dernier à être satisfait. En effet, les risques et incertitudes inhérents au développement de nouveaux logiciels ne permettent pas de démontrer la faisabilité technique d'un produit jusqu'à peu de temps avant la mise sur le marché. Par conséquent, les coûts encourus dans cette phase de développement, qui seraient susceptibles d'être immobilisés, ne sont pas significatifs et sont donc comptabilisés en résultat net au fur et à mesure de leur engagement.

Les frais directs internes et externes engagés pour les mises à jour importantes des logiciels commercialisés et les améliorations donnant lieu à des fonctionnalités supplémentaires sont activés.

### **(d) Dé-comptabilisation des immobilisations incorporelles**

Une immobilisation incorporelle est dé-comptabilisée lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le profit ou la perte découlant de la dé-comptabilisation d'une immobilisation incorporelle (calculé comme étant la différence entre le produit net de la cession de l'immobilisation et sa valeur comptable) est comptabilisé en résultat net.

## **2.9 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition, y compris les frais directement attribuables, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les dépenses ultérieures sont immobilisées s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet élément iront au Groupe et si leur coût peut être estimé de manière fiable. Toutes les autres dépenses sont enregistrées directement en charges dès qu'elles sont encourues.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée de l'immobilisation en question. Une perte de valeur est constatée, le cas échéant, lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable (voir note 2.10).

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes:

- Installations et agencements : 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel de bureau : 3-5 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier de bureau : 10 ans

Les modalités d'amortissements des immobilisations corporelles sont revues annuellement et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Un élément des immobilisations corporelles est dé-comptabilisé lors de la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de l'utilisation continue de l'actif. Le profit ou la perte découlant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations corporelles, correspond à la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, et est comptabilisé en résultat net.

## **2.10 Dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles**

À chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication de perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, le Groupe évalue la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une UGT) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT est ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net.

Si une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable dans la mesure où cette valeur comptable augmentée n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net. Cependant, aucune reprise n'est possible concernant les dépréciations constatées sur le goodwill.

## **2.11 Juste valeur**

Le Groupe évalue les instruments financiers tels que les instruments dérivés et les actifs financiers disponibles à la vente à la juste valeur à chaque date de clôture.

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Une évaluation à la juste valeur implique que la transaction de vente de l'actif ou de transfert du passif a lieu soit sur le marché principal pour l'actif ou le passif, ou, en l'absence de marché principal, le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Le marché principal ou le marché le plus avantageux doit être accessible au Groupe.

La juste valeur d'un actif ou d'un passif est évaluée en utilisant les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, considérant que les participants du marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

L'évaluation d'un actif tient compte de la capacité d'un intervenant du marché de générer un avantage économique en utilisant l'actif de façon optimale ou en le vendant à un autre intervenant du marché qui fera une utilisation optimale. L'utilisation optimale prend en compte l'utilisation de l'actif qui est physiquement possible, légalement admissible et financièrement réalisable.

Le Groupe utilise des techniques d'évaluation qui sont appropriées aux circonstances et pour lesquelles il existe des données suffisantes pour évaluer la juste valeur, en maximisant l'utilisation des données observables pertinentes et en minimisant l'utilisation des données non observables.

Tous les actifs ou passifs pour lesquels une juste valeur est évaluée ou présentée dans les états financiers consolidés sont classés dans la hiérarchie des justes valeurs (voir note 24).

## **2.12 Instruments financiers non-dérivés**

### **(a) Classement**

Les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, prêts et créances, placements détenus jusqu'à leur échéance et actifs financiers disponibles à la vente. Le classement est déterminé au moment de la comptabilisation initiale et dépend de l'objectif recherché au moment de l'acquisition.

Les actifs financiers du Groupe se composent d'actifs financiers disponibles à la vente et de prêts et créances. Les prêts et créances comprennent les créances clients et autres débiteurs, les dépôts et cautionnements ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les participations non consolidées dans des sociétés cotées et non cotées.

Les passifs financiers sont classés comme des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ou autres passifs financiers.

Les passifs financiers du Groupe comprennent les emprunts bancaires, les dettes fournisseurs et autres créanciers. Ils sont classés comme autres passifs financiers conformément aux dispositions d'IAS 39.

### **(b) Évaluation initiale**

Les actifs/ passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur, majorée/ minorée, pour les instruments financiers qui ne sont pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables.

### **(c) Évaluation ultérieure**

Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des provisions pour dépréciation, quand le management considère qu'il y a un indicateur objectif de dépréciation qui viendra réduire les flux de trésorerie initialement attendus. L'actualisation est omise pour les prêts et créances à court terme, compte tenu de l'incidence négligeable de l'actualisation.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un instrument financier et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les encaissements ou décaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte, à la valeur comptable nette.

Les actifs disponibles à la vente sont ultérieurement évalués à la juste valeur avec reconnaissance des gains ou pertes latents dans les autres éléments du résultat global et cumulés dans un poste intitulé « réserve de réévaluation » jusqu'à ce que l'investissement soit dé-comptabilisé, entraînant la comptabilisation des gains ou pertes cumulés en résultat net (« recyclage »).

Les autres passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### **(d) Dépréciation des actifs financiers**

#### Actifs au coût amorti

Le Groupe évalue à chaque date de clôture s'il existe une indication objective de perte de valeur d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Si une telle indication objective (comme des difficultés financières importantes de la contrepartie, une rupture de contrat ou la probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière d'un débiteur) existe, l'actif est soumis à un test de dépréciation. Le montant de la perte de valeur comptabilisé correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier. La valeur comptable de l'actif financier est réduite directement du montant de la perte de valeur.

Quant aux créances clients, une provision pour dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective (comme l'ancienneté de la créance, l'existence d'un litige ou des difficultés financières importantes d'un client) que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer la créance selon les termes originaux de la facture. La valeur comptable de la créance client est réduite par l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Les variations de la valeur comptable de la provision pour dépréciation sont comptabilisées en résultat net.

Si au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise, dans la mesure où la valeur comptable de l'actif, à la date de reprise de la dépréciation, n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.



## Actifs classés comme « disponibles à la vente »

Le Groupe évalue à chaque date de clôture s'il existe une indication objective de perte de valeur d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Pour les placements dans des instruments de capitaux propres disponibles à la vente, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du titre en deçà de son coût constitue une indication objective de perte de valeur. Si l'actif testé est considéré comme déprécié (« impaired »), la perte de valeur reprise sous les capitaux propres est reclassée en résultat. Le montant de la perte de valeur comptabilisé est la différence entre le coût amorti de la participation et sa juste valeur à la clôture. Toute remontée du cours au-delà de la valeur nette comptable ne pourra pas être traduite en résultat mais en capitaux propres, conformément aux IFRS.

### **(e) Décomptabilisation**

Un actif financier est dé-comptabilisé si et seulement si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à échéance ou si le Groupe transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif.

Un passif financier est dé-comptabilisé si et seulement si l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrive à échéance.

### **(f) Compensation**

Un actif et un passif financier sont compensés et le montant net est présenté dans l'état consolidé de la situation financière dès lors qu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de les éteindre sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

## **2.13 Instruments financiers dérivés**

Le Groupe utilise divers instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux variations des taux d'intérêts et des taux de change.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu, et ultérieurement évalués à leur juste valeur à la fin de chaque période. Le gain ou la perte qui en découle est immédiatement comptabilisé en résultat net, à moins que le dérivé ne soit un instrument de couverture désigné et efficace.

## **2.14 Créances clients et autres débiteurs**

Les créances clients sont des montants dus par les clients pour les marchandises vendues ou les services prestés dans le cours normal des affaires. Elles font parties des actifs courants pour autant qu'elles soient réalisées durant le cycle d'exploitation normal. Autrement, elles font parties des actifs non courants.

## **2.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, l'encaisse, les dépôts à court terme ayant une échéance de moins de 3 mois à l'origine et tout placement monétaire soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, net des concours bancaires courants. Les concours bancaires courants sont présentés au passif du bilan sous la rubrique « dettes financières » des passifs courants.

## **2.16 Dettes fournisseurs et autres créditeurs**

Les dettes fournisseurs sont des obligations de payer pour des biens et des services acquis dans le cours normal des affaires. Elles font partie des passifs courants pour autant qu'elles soient réglées durant le cycle d'exploitation normal. Autrement, elles font partie des passifs non courants.

## **2.17 Provisions**

### **(a) Général**

Une provision doit être comptabilisée si :

- le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés ;
- il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont enregistrées à la valeur actuelle des sorties de ressources attendues.

Les provisions sont actualisées si l'impact temps est significatif. L'effet de l'actualisation réalisée à chaque arrêté est constaté en charges financières.

**(g) Contrats déficitaires**

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque le Groupe a conclu un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus.

**2.18 Impôts**

La charge d'impôts inclut l'impôt exigible et les impôts différés.

**(a) Impôt exigible**

L'impôt exigible comprend le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) sur le bénéfice (ou la perte) imposable d'un exercice réalisé par la Société et ses filiales, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible des exercices précédents. Il est calculé sur base des taux d'imposition qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

La direction fait appel à son jugement et s'appuie sur des estimations dans les situations où la réglementation fiscale est sujette à interprétations. Ces prises de position sont revues de manière régulière.

**(b) Impôts différés**

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporaires entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. En outre, des passifs d'impôts différés ne sont pas comptabilisés si la différence temporaire découle de la comptabilisation initiale du goodwill.

Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôts et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporaires, est probable. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est tenu compte des prévisions de résultats fiscaux futurs, de la part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir et incluses dans les pertes passées, de l'historique des résultats fiscaux des années précédentes et, le cas échéant, de la stratégie fiscale comme la cession envisagée d'actifs sous-évalués.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporaires liées à des participations dans des filiales, sauf lorsque le calendrier de renversement de ces différences temporaires est contrôlé par le Groupe et qu'il est probable que ce renversement n'interviendra pas dans un avenir proche.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entité fiscale dès lors que l'entité fiscale a le droit de procéder à la compensation de ses actifs et passifs d'impôts exigibles, et que les actifs et passifs d'impôts différés concernés sont prélevés par la même administration fiscale.

**2.19 Contrats de location simple**

Les contrats de location pour lequel le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en contrats de location simple. Les contrats de location simple ne sont pas immobilisés. Les charges de loyers sont inscrites en charges opérationnelles.

**2.20 Principes de reconnaissance du chiffre d'affaires**

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue, déduction faite des ristournes, des remises et des impôts ou taxes sur les ventes.

Le Groupe réalise son chiffre d'affaires à partir de deux sources principales :

- des prestations de conseil et d'ingénierie
- des ventes de licences d'utilisation (logiciels) moyennant licence unique, des prestations de maintenance associées aux ventes de licences mentionnées ci-avant, comprenant des mises à jour et un support technique, des contrats de mise à disposition de logiciels en mode SaaS (voir définition ci-après) et des développements de fonctionnalités supplémentaires pour les produits standards effectués à la demande des clients.

Les ventes en mode SaaS (« Software as a Service ») reposent sur le principe de la mise à disposition d'une application accessible à distance via Internet et rémunérée par abonnement comme un service, par opposition au modèle traditionnel de mise à disposition de logiciels faisant l'objet d'une licence unique et installés sur les propres serveurs du client.

**(a) Prestations de conseil et d'ingénierie**

Le chiffre d'affaires des prestations au forfait est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon le degré d'avancement, lorsque le résultat à terminaison peut être déterminé de manière fiable. L'avancement est déterminé par comparaison des coûts cumulés engagés, à une date donnée, aux coûts totaux prévus du contrat. Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges. Les prestations relatives à ces contrats figurent dans l'état consolidé de la situation financière sous la rubrique « Créances clients et autres débiteurs » pour la part des produits à recevoir et en « Autres passifs (courants) » pour la part des produits constatés d'avance. Lorsque le résultat d'un contrat au forfait ne peut être estimé de façon fiable, le chiffre d'affaires n'est reconnu que dans la limite des coûts du contrat encourus qui seront probablement recouvrables.

Le chiffre d'affaires des prestations provenant des contrats en régie est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation de la prestation.

**(b) Ventes de licences d'utilisation, contrats de maintenance et mise à disposition d'applicatifs en mode SaaS**

Le chiffre d'affaires issu de licences d'utilisation est comptabilisé, à condition que le Groupe n'ait pas d'autres obligations à acquitter, lorsqu'il existe un accord avec le client, que la livraison et l'acceptation soient intervenues, que le montant du revenu et des coûts afférents puisse être mesuré de façon fiable, et qu'il soit probable que les avantages économiques associés à la transaction reviendront au Groupe. Si l'un des critères n'est pas rempli, la comptabilisation du chiffre d'affaires issu de la vente de la licence d'utilisation du logiciel est différée jusqu'à ce que tous les critères soient remplis. Les éventuels escomptes et rabais sont enregistrés en diminution des ventes.

Le chiffre d'affaires issu de la mise en place, de la paramétrisation et de l'intégration de logiciels est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon le degré d'avancement, lorsque le résultat à terminaison peut être déterminé de manière fiable. Voir note 2.20 a) pour les détails.

Les contrats de maintenance (incluant les mises à jour et le support technique) sont conclus lors de l'acquisition par le client de la licence d'utilisation du logiciel sous-jacent. Ces contrats peuvent être renouvelés par le client à l'issue de chaque terme fixé. Le chiffre d'affaires de la maintenance est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée du contrat.

Les prestations de développement de fonctionnalités additionnelles effectuées à la demande du client sur des produits standards, sont comptabilisées lorsque le service est rendu.

Les services rendus dans le cadre de l'offre SaaS font l'objet d'un contrat en tacite reconduction et sont calculés sur la base d'un forfait en rapport avec les coûts et les moyens engagés par le Groupe pour assurer ces prestations. Les produits relatifs à ces contrats sont enregistrés prorata temporis sur la durée du contrat et donnent lieu, le cas échéant, à la comptabilisation de produits constatés d'avance.

**2.21 Distribution de dividendes**

Les dividendes à payer aux actionnaires de la société mère sont reconnus comme un passif dans les états financiers du Groupe dès le moment où la distribution de dividendes a été approuvée par l'Assemblée Générale des actionnaires, et ce jusqu'à leur mise en paiement.

**2.22 Résultat par action**

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net (attribuable aux actionnaires de la société mère) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Les actions propres ne sont pas prises en compte pour le calcul du résultat par action ou résultat dilué par action.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net (attribuable aux actionnaires de la société mère) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives (options de souscription, bons de souscription, etc.), diminué des actions propres.

Un plan de souscription d'actions est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse pendant l'exercice.

## **2.23 Avantages accordés au personnel**

### **(a) Avantages à court terme**

Les charges relatives aux avantages à court terme comprennent les rémunérations brutes, les charges sociales, les congés payés et autres avantages à court terme. Elles sont comptabilisées en charges de la période au cours de laquelle les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la date de clôture figurent en « autres passifs » courants.

### **(b) Régimes de retraite à cotisations définies**

Les charges liées aux régimes de retraite à cotisations définies sont constatées en résultat net sur la base des cotisations versées ou dues au titre de l'exercice où les services afférents ont été rendus par les bénéficiaires. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en « autres passifs » courants.

### **(c) Régimes de retraite à prestations définies**

Les régimes de retraite à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies, incluant principalement des engagements de retraite définis par les conventions collectives françaises ou les accords d'entreprises.

L'évaluation des engagements du Groupe au titre des régimes à prestations définies s'effectue selon la méthode actuarielle unique dite des « unités de crédits projetées ». Cette méthode repose notamment sur une projection des niveaux de retraites futures à verser aux salariés, en anticipant les effets de leurs augmentations de salaires futures, et sur des hypothèses spécifiques, détaillées à la note 18, qui sont périodiquement mises à jour par le Groupe.

Le Groupe n'externalise pas la gestion ni le financement des indemnités de départ à la retraite auprès d'un fonds externe.

### **(d) Indemnités de fin de contrat de travail**

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges lorsque le Groupe est manifestement engagé, sans possibilité réelle de se rétracter, dans un plan formalisé et détaillé soit de licenciement avant la date normale de départ en retraite, soit d'offres encourageant les départs volontaires en vue de réduire les effectifs.

## **2.24 Capital**

### **(a) Actions ordinaires**

Les actions ordinaires sont classées en tant qu'instruments de capitaux propres. Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires ou d'options sur actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, net d'impôts.

### **(b) Actions propres**

Toutes les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit (ou la charge) de la cession éventuelle des actions propres est imputé directement en augmentation (ou en diminution) des capitaux propres (net d'impôts), de sorte que les éventuelles plus- ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

## **2.25 Paiements fondés sur des actions**

Des options de souscription d'actions représentant des paiements fondés sur des actions, réglés en instruments de capitaux propres, sont régulièrement attribuées aux dirigeants et à certains employés. Le Groupe évalue la juste valeur de ces instruments à la date d'attribution, en utilisant le modèle « Black & Scholes » (voir note 37). La juste valeur des options est figée à la date d'attribution. Elle est comptabilisée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi des droits et leur date d'échéance avec une contrepartie directe en capitaux propres.

À l'échéance du plan, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.



**NOTE 3. ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS**

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, la direction émet des jugements, procède à des estimations et formule des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur le montant des actifs, passifs, produits et charges comptabilisés dans les états financiers consolidés, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels en date d'arrêté des comptes.

**3.1 Jugements critiques posés dans le cadre de l'application des méthodes comptables**

L'analyse suivante présente les jugements critiques posés dans le cadre de l'application des principes comptables du Groupe, à l'exclusion de ceux qui impliquent des estimations, ayant l'incidence la plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés.

**(a) Contrôle des filiales détenues à moins de 50%**

La société Sword Charteris Ltd (Charteris) (antérieurement dénommée Sword IT Solution Ltd), maison mère des sociétés AAA Group Ltd, AAA Ltd, Infinity Ltd, Mint Tulip Ltd, Venture Information Management Ltd et Sword IT Solution Ltd (antérieurement dénommée Sword Charteris Ltd) est une filiale du Groupe même si celui-ci ne détient que 49% des actions de Charteris. En vertu des statuts, le Groupe a le pouvoir de nommer la majorité des membres du Conseil d'Administration de Charteris, en ce compris l'administrateur agissant en qualité de président du Conseil d'Administration. Étant donné que le processus décisionnel de cette société est régi par un système de vote à la majorité simple, le Groupe peut mettre en œuvre, seul, ses propositions d'orientations stratégiques et opérationnelles. Les dirigeants du Groupe ont examiné les dispositions des statuts à la lumière des obligations imposées par la norme IFRS 10 et ont conclu que le Groupe a le contrôle sur Charteris.

**(b) Influence notable sur Plefsys IT PC**

Plefsys IT PC est présentée dans les états financiers consolidés du Groupe comme une entreprise associée. En vertu d'un pacte d'actionnaires, le Groupe a le droit de nommer un représentant au sein du Conseil d'Administration de Plefsys IT PC. Selon la direction du Groupe, en participant aux décisions stratégiques de l'entreprise associée, le Groupe exerce une influence notable.

**(c) Détermination des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») aux fins des tests de dépréciation du goodwill**

Tel que le préconise la norme IAS 36, le goodwill issu d'un regroupement d'entreprises est affecté à une UGT susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Compte tenu de l'effet de synergies qui reposent sur des critères tant organisationnels que commerciaux et du niveau auquel le goodwill est géré et ses performances appréciées par le Groupe, les UGT retenues par le Groupe pour les besoins des tests de dépréciation correspondent aux segments métiers du Groupe, à savoir les IT services et les logiciels.

**3.2 Sources principales d'incertitudes relatives aux estimations**

Les hypothèses clés ainsi que les autres sources principales d'incertitudes relatives aux estimations à la date de clôture sont détaillées ci-après.

**(a) Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts liés aux contrats de services au forfait**

Appliquant la méthode de l'avancement pour les contrats de service au forfait, le Groupe procède, de manière régulière, à une évaluation du degré d'avancement desdits contrats non échus sur la base d'objectifs atteints ou des coûts engagés et à des estimations de rentabilité à terminaison. Ces estimations importantes portent notamment sur les coûts contractuels totaux, les coûts restants jusqu'à l'achèvement, les produits totaux du contrat et les risques contractuels. Si ces estimations montrent qu'un contrat sera déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement couvrant la perte dans son intégralité.

**(b) Tests de dépréciation du goodwill**

Le goodwill fait l'objet de tests de dépréciation au minimum annuellement, conformément aux principes comptables exposés à la note 2.7. Les valeurs recouvrables des UGT sont déterminées sur la base du calcul de leur valeur d'utilité et, le cas échéant, de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité des UGT est déterminée en utilisant la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, laquelle est influencée par des paramètres tels que croissance estimée du chiffre d'affaires à moyen et long terme, taux de rentabilité attendu et taux d'actualisation appliqué. Les principales hypothèses retenues par le Groupe pour la réalisation des tests sont présentées en note 12. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable.

**(c) Évaluation d'actifs incorporels résultant de regroupement d'entreprises**

Le Groupe s'appuie sur des techniques d'évaluation et des hypothèses pour déterminer la juste valeur des actifs incorporels issus d'un regroupement d'entreprises. Les techniques d'évaluation et hypothèses utilisées sont décrites à la note 24. L'adoption d'un modèle d'évaluation différent et toute modification des variables sous-jacentes pourraient avoir un effet significatif sur la valeur attribuée à ces actifs.

**(d) Durée d'utilité des actifs incorporels acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises**

Les actifs incorporels amortissables qui ont été acquis lors de regroupements d'entreprises sont valorisés et amortis en tenant compte de leur durée d'utilité prévue par le Groupe. Les incertitudes concernant ces estimations sont principalement liées à l'obsolescence technique pouvant affecter les logiciels destinés à être vendus ou loués en modes SaaS et au taux d'érosion de la clientèle ou de renouvellement de contrat pouvant impacter des actifs tels que les contrats de mise à disposition de logiciels en mode SaaS, les contrats de support et, le cas échéant, les relations clientèle.

**(e) Actifs incorporels à durée de vie indéterminée**

Le Groupe considère que le droit payé par le Groupe à Tipik Communication Agency SA («Tipik») pour l'annulation d'un engagement de non concurrence (voir note 11) est assimilable à une licence d'exploitation concédée au Groupe sans limite dans le temps, autorisation sans laquelle le Groupe ne pourrait générer aucun flux de trésorerie dans le périmètre des activités soumises à non-concurrence. En conséquence, le droit payé a été classifié comme un actif à durée d'utilité indéterminée qui fait l'objet de tests de dépréciation au moins une fois par an.

**(f) Comptabilisation des actifs d'impôt différé**

Les actifs d'impôts différés ne peuvent être reconnus que dans la mesure où les pertes fiscales constatées pourront être utilisées pour réduire la charge fiscale liée à des profits imposables. La direction du Groupe s'appuie sur des budgets et des hypothèses de croissance et de rentabilité à moyen terme pour comptabiliser des actifs d'impôt différé. Une révision à la baisse des projections établies par la direction peut influencer de manière significative le caractère recouvrable des actifs d'impôt différé.

**NOTE 4. POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS**

Le Groupe est exposé aux risques de crédit, de liquidité et de marché (incluant le risque de taux d'intérêt et de change) du fait de l'utilisation d'instruments financiers. La gestion des risques financiers est assurée par la direction financière et consiste à minimiser les effets potentiellement défavorables de ces risques sur la performance du Groupe. Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à différents risques ainsi que la manière dont le Groupe appréhende et gère ces risques.

**4.1 Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque de perte financière pour le Groupe si un client ou toute autre contrepartie d'un instrument financier est défaillant dans l'exécution de ses obligations. Le principal risque de crédit identifié par le Groupe concerne les créances clients, auxquelles s'ajoutent les produits à recevoir pour les travaux en cours, et les liquidités placées auprès d'institutions financières.

L'exposition maximale du Groupe au risque de crédit par catégorie d'actifs financiers s'analyse comme suit :

| (en milliers d'euros)                   | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Créances clients                        | 54 105              | 46 255              |
| Autres actifs                           | 13 608              | 18 303              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 38 479              | 46 196              |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>106 192</b>      | <b>110 754</b>      |

À l'exposition au risque de crédit inhérent à la détention d'actifs financiers, s'ajoute le risque de défaillance représenté par les produits à recevoir pour travaux en cours dont le solde au 31 décembre 2017 s'élève à 22 068 milliers d'euros (2016: 20 867 milliers d'euros). Voir note 15.

Le Groupe effectue une sélection rigoureuse de ses contreparties en fonction de leur solvabilité, évaluée sur la base de plusieurs critères, dont les notations d'agences et les ratios financiers.

Outre les conditions d'acceptation des clients, la direction financière du Groupe détermine les délais de paiement maximum et fixe les limites de crédit aux clients à appliquer par les entités opérationnelles.

Le risque de crédit client est géré par la direction financière de chaque entité du Groupe. Les créances clients échues font l'objet d'une revue régulière à chaque clôture par les entités opérationnelles. Chaque retard de paiement significatif fait l'objet d'un suivi et si nécessaire d'un plan d'action. À chaque clôture, les créances présentant un risque de non-récupération font l'objet d'une correction de valeur représentant la meilleure estimation de la perte probable qui sera subie par le Groupe. Voir note 15.

La direction financière du Groupe assure une revue régulière des créances clients et des encours de production sur base notamment de balances âgées.

L'encours clients du Groupe classé par catégorie de clients se présente comme suit :

| <i>(en milliers d'euros)</i>           | <b>31 décembre<br/>2017</b> | <b>31 décembre<br/>2016</b> |
|----------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Entreprises publiques                  | 15 750                      | 19 276                      |
| Grandes entreprises et multinationales | 34 109                      | 22 575                      |
| PME                                    | 5 645                       | 5 734                       |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>55 504</b>               | <b>47 585</b>               |

Il n'existe pas de concentration significative de risque de crédit au niveau du Groupe sur base des encours clients au 31 décembre 2017.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe. Les 10 premiers clients représentent ensemble 19,7% (2016: 16,4%) du chiffre d'affaires du Groupe.

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme sont placés auprès de sept institutions financières ayant une notation S&P de AA- et plus. Le Groupe adopte, dans le cadre de la gestion de ses excédents de trésorerie, une politique prudente de placement à court terme.

## 4.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Groupe ne puisse faire face à ses obligations financières.

La responsabilité ultime de la gestion du risque de liquidité incombe au conseil d'administration de la société mère, qui a établi un cadre de gestion du risque de liquidité sur base de propositions formulées par la direction financière du Groupe. Le Groupe gère le risque de liquidité en conservant des réserves adéquates, en maintenant des facilités bancaires, en suivant de près les flux de trésorerie projetés et réels ainsi qu'en ajustant si besoin les échéances des actifs et des passifs financiers. Les détails des lignes de crédit disponibles que le Groupe a à sa disposition pour réduire davantage le risque de liquidité sont décrits en note 20.

La direction financière du Groupe a mis en place des outils de suivi des flux de trésorerie prévisionnels pour chaque entité opérationnelle du Groupe qui lui permet de gérer le risque de liquidité avec une visibilité suffisante.

Les tableaux suivants fournissent une analyse par catégorie d'échéance, d'après la durée à courir jusqu'à la date d'échéance contractuelle, des passifs financiers non dérivés et des actifs et passifs financiers dérivés du Groupe. Pour évaluer et gérer les risques de liquidité des instruments financiers dérivés, le Groupe considère à la fois les entrées et les sorties contractuelles de trésorerie alors que pour les passifs financiers non dérivés, seules les sorties contractuelles sont prises en compte. Les tableaux ont été préparés à partir des flux de trésorerie non actualisés selon la date la plus rapprochée à laquelle le Groupe pourrait être tenu d'effectuer un paiement.

Les tableaux comprennent les flux de trésorerie liés aux intérêts et au principal. Dans la mesure où les flux d'intérêt sont à taux variable, le montant non actualisé est obtenu à partir des conditions de marché qui prévalent au 31 décembre 2017.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les échéances contractuelles des passifs financiers non dérivés et des actifs et passifs financiers dérivés du Groupe (y compris les versements d'intérêts) se détaillent comme suit :

## Au 31 décembre 2017

| (en milliers d'euros)                      | <1 an           | >1 an,<br>< 2ans | > 2 ans,<br>< 3 ans | >3 ans,<br><5 ans | > 5 ans  | TOTAL           |
|--------------------------------------------|-----------------|------------------|---------------------|-------------------|----------|-----------------|
| Emprunts bancaires                         |                 |                  |                     |                   |          |                 |
| Capital                                    | -               | (17 000)         | -                   | -                 | -        | (17 000)        |
| Intérêts                                   | (104)           | (74)             | -                   | -                 | -        | (178)           |
| Concours bancaires                         | (876)           | -                | -                   | -                 | -        | (876)           |
| Dettes fournisseurs et autres<br>crédoeurs | (17 367)        | -                | -                   | -                 | -        | (17 367)        |
| Autres passifs                             | (1 051)         | (85)             | -                   | -                 | -        | (1 136)         |
| Contrepartie éventuelle                    | (549)           | -                | -                   | -                 | -        | (549)           |
| Garantie financière donnée                 | (6 000)         | -                | -                   | -                 | -        | (6 000)         |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>(25 947)</b> | <b>(17 159)</b>  | <b>-</b>            | <b>-</b>          | <b>-</b> | <b>(43 106)</b> |

## Au 31 décembre 2016

| (en milliers d'euros)                      | <1 an           | >1 an,<br>< 2ans | > 2 ans,<br>< 3 ans | >3 ans,<br><5 ans | > 5 ans  | TOTAL           |
|--------------------------------------------|-----------------|------------------|---------------------|-------------------|----------|-----------------|
| Emprunts bancaires                         |                 |                  |                     |                   |          |                 |
| Capital                                    | -               | -                | (13 500)            | -                 | -        | (13 500)        |
| Intérêts                                   | (97)            | (97)             | (69)                | -                 | -        | (263)           |
| Concours bancaires                         | (738)           | -                | -                   | -                 | -        | (738)           |
| Dettes fournisseurs et autres<br>crédoeurs | (17 837)        | -                | -                   | -                 | -        | (17 837)        |
| Autres passifs                             | (3 593)         | (93)             | -                   | -                 | -        | (3 686)         |
| Garantie financière donnée                 | (6 500)         | -                | -                   | -                 | -        | (6 500)         |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>(28 765)</b> | <b>(190)</b>     | <b>(13 569)</b>     | <b>-</b>          | <b>-</b> | <b>(42 524)</b> |

Le taux variable utilisé pour estimer les flux d'intérêts est l'Euribor à 3 mois plus une marge, soit un taux de 0,614% au 31 décembre 2017 (31 décembre 2016: 0,718%).

Les montants des garanties financières octroyées par le Groupe et renseignées ci-dessus correspondent à l'exposition maximale du Groupe. Hormis les montants ayant fait l'objet de provisions (Note 19), la direction estime qu'à la date de clôture la probabilité qu'un tel montant soit exigible est faible.

Les montants des tableaux précédents reflètent les flux de trésorerie contractuels non actualisés pouvant différer des valeurs comptables des actifs et passifs concernés à la date de présentation de l'information financière.

### 4.3 Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix de marché. Le risque de marché résulte des positions ouvertes dans des devises étrangères et des actifs et passifs portant intérêts.

#### (a) Risque de change

L'exposition au risque de taux de change découle des ventes et des achats que le Groupe effectue à l'étranger, lesquels sont principalement libellés en dollars US, en livres sterling et en francs suisses et des encours qui en résultent.

En vue de gérer son exposition au risque de change, le conseil d'administration de la Société Mère a adopté des limites par devise et par échéance sur proposition de la direction financière.

Afin d'atténuer l'exposition du Groupe au risque de change, les positions nettes en devises du Groupe classées par échéance, tant réelles qu'estimées sur base de budgets et de projections financières font l'objet d'un suivi et des contrats de change au comptant ou à terme sont conclus afin de respecter les limites ainsi adoptées.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et des passifs monétaires libellés en devises ainsi que la position nette globale par devise à la date de clôture :

| (en milliers d'euros) | Actifs |        | Passifs  |          | Position nette |        |
|-----------------------|--------|--------|----------|----------|----------------|--------|
|                       | 2017   | 2016   | 2017     | 2016     | 2017           | 2016   |
| Livre Sterling        | 38 035 | 36 774 | (20 525) | (16 231) | 17 510         | 20 543 |
| Dollar américain      | 9 428  | 10 609 | (6 291)  | (8 084)  | 3 137          | 2 525  |
| Franc suisse          | 15 556 | 17 739 | (6 983)  | (16 666) | 8 573          | 1 073  |
| Autres                | 1 758  | 1 946  | (1 348)  | (1 245)  | 410            | 701    |

Le tableau suivant illustre la sensibilité du résultat net et des capitaux propres aux variations par rapport à l'euro des cours de changes appliqués aux actifs et aux passifs financiers du Groupe libellés en devises étrangères, à savoir la position nette du Groupe dans la devise, toutes les autres variables étant demeurent constantes. Il suppose une variation des cours de change en fonction de la volatilité historique des cours de change sur le marché, calculée sur base des douze mois précédents, à l'exception de la Livre Sterling en 2016 (voir plus bas). L'analyse de sensibilité s'appuie sur les instruments financiers libellés en monnaies étrangères détenus par le Groupe à la date de présentation de l'information financière. Les devises non significatives à la date de clôture ont été regroupées.

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2017            |                        |                                 | 31 décembre 2016            |                        |                                 |
|-----------------------|-----------------------------|------------------------|---------------------------------|-----------------------------|------------------------|---------------------------------|
|                       | Variation du taux de change | Impact sur le résultat | Impact sur les capitaux propres | Variation du taux de change | Impact sur le résultat | Impact sur les capitaux propres |
| Devises               |                             |                        |                                 |                             |                        |                                 |
| Livre Sterling        | 6%                          | 954                    | 3 567                           | 9%                          | 576                    | 3 448                           |
| Dollar américain      | 8%                          | 31                     | 94                              | 6%                          | 91                     | 29                              |
| Franc suisse          | 6%                          | 52                     | 1 006                           | 4%                          | 162                    | 660                             |

Les changements ci-dessus des taux de change représentent la meilleure estimation de la direction, compte tenu de la volatilité historique à un an, à l'exception de la Livre Sterling en 2016 dont la volatilité avait été mesurée sur la période de six mois à l'issue du référendum du 23 juin 2016 sur le maintien ou non du Royaume-Uni au sein de l'Union Européenne.

## (b) Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt est liée au niveau d'endettement financier du Groupe. Le Groupe gère ce risque en maintenant une composition adéquate d'emprunts à taux fixe et à taux variable et en utilisant, le cas échéant, des swaps de taux d'intérêt.

La politique de gestion du risque tient compte des anticipations de la direction en termes de fluctuations des taux, de la volatilité historique et de l'impact des fluctuations sur le résultat net du Groupe.

Au 31 décembre 2017, les emprunts bancaires contractés par le Groupe sont rémunérés à taux variable uniquement. En outre, à cette date, le Groupe n'a pas de contrats swaps ouverts.

Malgré la proportion importante d'emprunts à taux variable, le Groupe estime que son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt est limitée compte tenu des politiques monétaires actuelles.

Les principaux emprunts sont libellés en euro et sont logés auprès de la Société.

L'analyse de sensibilité concernant les dettes à taux variables a été préparée en fonction de l'hypothèse selon laquelle les dettes à la date de clôture présentent un encours stable tout au long de l'exercice.



Si les taux d'intérêts augmentaient/ diminuaient de 50 points de base (qui correspond à l'évaluation qu'a faite la direction de la fluctuation raisonnablement possible de taux d'intérêts) et que toutes les autres variables demeuraient constantes, le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2017 diminuerait/augmenterait de 85 milliers euros (2016 : 71 milliers euros).

#### 4.4 La gestion du capital

Le Groupe gère son capital de façon à s'assurer que le Groupe soit en mesure d'assurer la continuité de son exploitation tout en maximisant le rendement pour les parties prenantes au moyen de l'optimisation du ratio d'endettement net rapporté aux capitaux propres.

Le Groupe n'est soumis à aucune exigence externe en matière de capital, à l'exception du respect des ratios financiers imposés par les banques (voir note 20.3).

Au 31 décembre 2017, le ratio de structure financière se présente comme suit :

| (en milliers d'euros)                      | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|--------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Dettes financières                         | 17 876              | 14 238              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie    | (38 479)            | (46 196)            |
| <b>Endettement net/ (trésorerie nette)</b> | <b>(20 603)</b>     | <b>(31 958)</b>     |
| Capitaux propres                           | 143 332             | 152 168             |
| <b>RATIO D'ENDETTEMENT NET</b>             | <b>(14,37%)</b>     | <b>(21,00%)</b>     |

#### NOTE 5. INFORMATION SECTORIELLE

En application des dispositions de la norme IFRS 8, l'information sectorielle présente des secteurs opérationnels comparables aux secteurs d'activité identifiés sur base des composants « métiers » du Groupe. Cette information sectorielle est basée sur l'organisation de la gestion interne du Groupe, qui conduit à l'élaboration au niveau de chaque composante « métier » d'outils de pilotage utilisés par la direction du Groupe.

En appliquant une logique « métier », le Groupe a défini deux secteurs opérationnels, à savoir le secteur « Services IT » et le secteur « Logiciels », lesquels secteurs conditionnent la mesure de performance et les orientations stratégiques du Groupe.

Autour des secteurs d'activité opérationnels gravitent les fonctions de support telles que les fonctions commerciales, la finance, les ressources humaines et la logistique.

Les secteurs d'activité se définissent comme suit:

- **IT Services (Solutions):**

Il s'agit d'une division spécialisée sur les services en matière d'intégration de systèmes d'information et d'ingénierie du contenu et ciblant les marchés régulés et le « Compliance Management ». Elle appuie sa stratégie sur des composants logiciels techniques tels que les outils de gestion documentaire.

- **Logiciels (Software ou Produits):**

Cette division recouvre l'offre logicielle portant sur les activités « Governance Risk & Compliance » (GRC), les activités de gestion documentaire et celles relatives à la gestion de grands projets. En plus, elle inclut des applications liées au financement de véhicules et d'équipements à destination principalement des sociétés de leasing et des courtiers.

## 5.1 Informations par zone géographique

Le tableau ci-dessous reprend le chiffre d'affaires ventilé par marché géographique, à l'exclusion du chiffre d'affaires intra-secteurs, et des informations sur les actifs non courants par région géographique :

| (en milliers d'euros) | Chiffre d'affaires provenant des clients externes |                  | Actifs non courants <sup>(*)</sup> |                  |
|-----------------------|---------------------------------------------------|------------------|------------------------------------|------------------|
|                       | 31 décembre 2017                                  | 31 décembre 2016 | 31 décembre 2017                   | 31 décembre 2016 |
| Benelux               | 24 969                                            | 22 604           | 19 086                             | 20 609           |
| France                | 35 838                                            | 31 617           | 11 729                             | 11 833           |
| Suisse                | 23 249                                            | 25 224           | 26 356                             | 30 221           |
| Royaume Uni           | 44 506                                            | 37 605           | 61 139                             | 57 522           |
| Etats-Unis            | 17 119                                            | 15 801           | 6                                  | -                |
| Autres                | 27 808                                            | 27 306           | 663                                | 492              |
| <b>TOTAL</b>          | <b>173 489</b>                                    | <b>160 157</b>   | <b>118 979</b>                     | <b>120 677</b>   |

<sup>(\*)</sup> Les actifs non courants excluent les actifs d'impôt différés.

## 5.2 Informations par secteurs

### (a) Analyse du compte de résultat

Au 31 décembre 2017

| (en milliers d'euros)                                                                          | IT Services    | Logiciels     | Non-alloués    | Total consolidé |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|----------------|-----------------|
| Chiffre d'affaires                                                                             |                |               |                |                 |
| - hors Groupe (clients externes)                                                               | 124 298        | 49 191        | -              | 173 489         |
| - intra-secteurs                                                                               | -              | -             | -              | -               |
| <b>CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL</b>                                                                | <b>124 298</b> | <b>49 191</b> | <b>-</b>       | <b>173 489</b>  |
| <b>Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements hors éléments non récurrents (EBITDA)</b> | <b>13 298</b>  | <b>14 511</b> | <b>-</b>       | <b>27 809</b>   |
| Dotations aux amortissements                                                                   | (3 128)        | (2 051)       | (179)          | (5 358)         |
| <b>Bénéfice avant intérêts et impôts hors éléments non récurrents (EBIT)</b>                   | <b>10 170</b>  | <b>12 460</b> | <b>(179)</b>   | <b>22 451</b>   |
| Résultat sur cessions d'actifs                                                                 | 1 456          | (223)         | (1 678)        | (445)           |
| Pertes de valeur sur actifs                                                                    | -              | (1 534)       | (1 375)        | (2 909)         |
| Autres éléments non récurrents                                                                 | (972)          | (344)         | (450)          | (1 766)         |
| <b>Résultat opérationnel (RO)</b>                                                              | <b>9 279</b>   | <b>10 359</b> | <b>(3 682)</b> | <b>17 331</b>   |
| Résultat financier                                                                             |                |               |                | (882)           |
| Résultat des entreprises associées                                                             |                |               |                | (192)           |
| Charge d'impôt sur le résultat                                                                 |                |               |                | (5 019)         |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                                                                  |                |               |                | <b>11 238</b>   |
| Participations ne donnant pas le contrôle                                                      |                |               |                | 819             |
| <b>Part du Groupe</b>                                                                          |                |               |                | <b>10 419</b>   |

Au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)

|                                                                                                | IT Services    | Logiciels     | Non-alloués    | Total consolidé |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|----------------|-----------------|
| Chiffre d'affaires                                                                             |                |               |                |                 |
| - hors Groupe ( <i>clients externes</i> )                                                      | 113 296        | 46 861        | -              | 160 157         |
| - intra-secteurs                                                                               | -              | -             | -              | -               |
| <b>CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL</b>                                                                | <b>113 296</b> | <b>46 861</b> | <b>-</b>       | <b>160 157</b>  |
| <b>Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements hors éléments non récurrents (EBITDA)</b> | <b>10 919</b>  | <b>13 985</b> | <b>-</b>       | <b>24 904</b>   |
| Dotations aux amortissements                                                                   | (3 454)        | (1 745)       | (168)          | (5 367)         |
| <b>Bénéfice avant intérêts et impôts hors éléments non récurrents (EBIT)</b>                   | <b>7 465</b>   | <b>12 240</b> | <b>(168)</b>   | <b>19 537</b>   |
| Résultat sur cessions d'actifs                                                                 | 10             | (2)           | (238)          | (230)           |
| Pertes de valeur sur actifs                                                                    | -              | -             | -              | -               |
| Autres éléments non récurrents                                                                 | (1 590)        | (539)         | (1 953)        | (4 082)         |
| <b>Résultat opérationnel (RO)</b>                                                              | <b>5 885</b>   | <b>11 699</b> | <b>(2 359)</b> | <b>15 225</b>   |
| Résultat financier                                                                             |                |               |                | 807             |
| Résultat des entreprises associées                                                             |                |               |                | (370)           |
| Charge d'impôt sur le résultat                                                                 |                |               |                | (4 846)         |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                                                                  |                |               |                | <b>10 816</b>   |
| Participations ne donnant pas le contrôle                                                      |                |               |                | 318             |
| <b>Part du Groupe</b>                                                                          |                |               |                | <b>10 498</b>   |

## (b) Analyse des actifs et passifs

Au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)

|                                                                            | IT Services    | Logiciels     | Non-alloués   | Ajustements et éliminations | Total consolidé |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|---------------|-----------------------------|-----------------|
| Actifs sectoriels                                                          | 120 901        | 70 432        | -             | -                           | 191 333         |
| Actifs non alloués                                                         | -              | -             | 32 905        | -                           | 32 905          |
| <b>TOTAL DES ACTIFS</b>                                                    | <b>120 901</b> | <b>70 432</b> | <b>32 905</b> | <b>-</b>                    | <b>224 238</b>  |
| Passifs sectoriels                                                         | 49 940         | 14 392        | -             | 117 031                     | 181 363         |
| Passifs non alloués                                                        | -              | -             | 16 572        | (117 031)                   | (100 459)       |
| <b>TOTAL DES PASSIFS</b>                                                   | <b>49 940</b>  | <b>14 392</b> | <b>16 572</b> | <b>-</b>                    | <b>80 906</b>   |
| <i>Investissements incorporels et corporels réalisés durant l'exercice</i> | <i>2 151</i>   | <i>4 904</i>  | <i>3 349</i>  | <i>-</i>                    | <i>10 404</i>   |

Au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)

|                                                                            | IT Services    | Logiciels     | Non-alloués   | Ajustements et éliminations | Total consolidé |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|---------------|-----------------------------|-----------------|
| Actifs sectoriels                                                          | 113 587        | 74 110        | -             | -                           | 187 697         |
| Actifs non alloués                                                         | -              | -             | 42 250        | -                           | 42 250          |
| <b>TOTAL DES ACTIFS</b>                                                    | <b>113 587</b> | <b>74 110</b> | <b>42 250</b> | <b>-</b>                    | <b>229 947</b>  |
| Passifs sectoriels                                                         | 43 920         | 17 789        |               | 110 379                     | 172 088         |
| Passifs non alloués                                                        | -              | -             | 16 071        | (110 379)                   | (94 308)        |
| <b>TOTAL DES PASSIFS</b>                                                   | <b>43 920</b>  | <b>17 789</b> | <b>16 071</b> | <b>-</b>                    | <b>77 780</b>   |
| <i>Investissements incorporels et corporels réalisés durant l'exercice</i> | <i>1 306</i>   | <i>4 307</i>  | <i>171</i>    | <i>-</i>                    | <i>5 784</i>    |

Voir note 12.2 pour l'affectation des goodwill aux Unités Génératrices de Trésorerie.

Tous les actifs sont affectés aux secteurs à l'exception des actifs qui ne peuvent pas être alloués à une UGT, qui sont composés pour l'essentiel de la trésorerie et équivalents de trésorerie détenus par la Société.

Tous les passifs sont affectés aux secteurs à l'exception des passifs qui ne peuvent pas être alloués à une UGT, qui sont composés pour l'essentiel des dettes financières contractées par la Société et qui sont destinées à financer le Groupe.

## NOTE 6. INFORMATION GROUPE

### 6.1 Périmètre de consolidation

| Société                         | Principale activité/ secteur opérationnel | Méthode | % contrôle       |                  | % intérêts       |                  |
|---------------------------------|-------------------------------------------|---------|------------------|------------------|------------------|------------------|
|                                 |                                           |         | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
| Luxembourg                      |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Sword Group SE                  | Société mère                              |         |                  |                  |                  |                  |
| Sword Technologies SA           | IT Services                               | IG      | 95%              | 90%              | 95%              | 90%              |
| Sword Sol S.à r.l.              | Holding                                   | IG      | 100%             | 100%             | 100%             | 100%             |
| Afrique du Sud                  |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Sword Création Informatique Ltd | IT Services/ Logiciels                    | IG      | 100%             | 100%             | 100%             | 100%             |
| Australie                       |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Active Risk Australia Pty Ltd   | Logiciels                                 | IG      | 100%             | 100%             | 100%             | 97%              |
| Belgique                        |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Sword Integra SA                | IT Services                               | IG      | 100%             | 100%             | 95%              | 90%              |
| Chypre                          |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Apak Beam Ltd                   | Logiciels                                 | IG      | 100%             | 100%             | 100%             | 100%             |
| Colombie                        |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Sword Colombia SAS              | IT Services                               | IG      | 100%             | 100%             | 100%             | 100%             |
| États-Unis                      |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Active Risk Inc.                | Logiciels                                 | IG      | 100%             | 100%             | 100%             | 97%              |
| Sword Apak Inc.                 | Logiciels                                 | IG      | 100%             | 100%             | 87%              | 84%              |
| Buildonline Inc <sup>(1)</sup>  | IT Services/ Logiciels                    | IG      | -                | 100%             | -                | 100%             |
| Sword Solutions Inc.            | IT Services                               | IG      | 100%             | 100%             | 100%             | 100%             |
| France                          |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Sword Connect SAS               | IT Services                               | IG      | 67%              | 67%              | 67%              | 67%              |
| Sword Insight SAS               | IT Services                               | IG      | 70%              | 70%              | 70%              | 70%              |
| Sword Kami SAS                  | IT Services                               | IG      | 68%              | 68%              | 68%              | 68%              |
| Sword Orizon SAS                | Logiciels                                 | IG      | 72%              | 71%              | 72%              | 71%              |
| Sword Performance France SAS    | IT Services                               | IG      | 100%             | 85%              | 86%              | 52%              |
| Sword SA                        | IT Services                               | IG      | 100%             | 100%             | 100%             | 100%             |
| Grèce                           |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Sword Services Greece SA        | IT Services                               | IG      | 99%              | 99%              | 94%              | 99%              |
| Inde                            |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Sword Global India Pvt Ltd      | IT Services                               | IG      | 100%             | 100%             | 100%             | 100%             |
| Liban                           |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Sword Lebanon SAL               | IT Services                               | IG      | 96%              | 99%              | 96%              | 99%              |
| Sword Middle East LLC           | IT Services                               | IG      | 98%              | 98%              | 98%              | 98%              |
| Maroc                           |                                           |         |                  |                  |                  |                  |
| Adhoc Sàrl Maroc                | IT Services                               | IG      | 100%             | 100%             | 100%             | 100%             |

| Société                                           | Principale<br>activité/ secteur<br>opérationnel | Méthode | % contrôle             |                        | % intérêts             |                        |
|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
|                                                   |                                                 |         | 31<br>décembre<br>2017 | 31<br>décembre<br>2016 | 31<br>décembre<br>2017 | 31<br>décembre<br>2016 |
| Royaume-Uni                                       |                                                 |         |                        |                        |                        |                        |
| AAA Group Ltd                                     | Holding                                         | IG      | 100%                   | 100%                   | 49%                    | 49%                    |
| AAA Ltd                                           | IT Services                                     | IG      | 100%                   | 100%                   | 49%                    | 49%                    |
| Apak Group Ltd <sup>(2)</sup>                     | Logiciels                                       | IG      | 87%                    | 84%                    | 87%                    | 84%                    |
| Active Risk Group Ltd <sup>(3)</sup>              | Holding                                         | IG      | 100%                   | 97%                    | 100%                   | 97%                    |
| Active Risk Ltd                                   | Logiciels                                       | IG      | 100%                   | 100%                   | 100%                   | 97%                    |
| Infinity Ltd                                      | IT Services                                     | IG      | 100%                   | 100%                   | 49%                    | 49%                    |
| Mint Tulip Ltd <sup>(4)</sup>                     | IT Services                                     | IG      | 100%                   | -                      | 49%                    | -                      |
| Mobile Productivity Ltd                           | Logiciels                                       | IG      | 100%                   | 100%                   | 87%                    | 84%                    |
| Sword Achiever Ltd                                | Logiciels                                       | IG      | 100%                   | 100%                   | 100%                   | 97%                    |
| Sword Apak Aurius Ltd                             | Logiciels                                       | IG      | 100%                   | 100%                   | 87%                    | 84%                    |
| Sword IT Solutions Ltd <sup>(5)</sup>             | IT Services                                     | IG      | 100%                   | 100%                   | 49%                    | 49%                    |
| Sword General Partners Ltd                        | Holding                                         | IG      | 100%                   | 100%                   | 100%                   | 100%                   |
| Sword Charteris Ltd <sup>(6)</sup>                | Holding                                         | IG      | 49%                    | 49%                    | 49%                    | 49%                    |
| Sword Soft Ltd                                    | Holding                                         | IG      | 100%                   | 100%                   | 100%                   | 100%                   |
| Sword Technologies Solutions Ltd                  | IT Services                                     | IG      | 100%                   | 100%                   | 100%                   | 100%                   |
| Venture Information Management Ltd <sup>(7)</sup> | IT Services                                     | IG      | 100%                   | -                      | 49%                    | -                      |
| Suisse                                            |                                                 |         |                        |                        |                        |                        |
| CBA Sourcing SA                                   | IT Services                                     | IG      | 51%                    | 76%                    | 51%                    | 31%                    |
| Eurogenia SA <sup>(8)</sup>                       | Holding                                         | IG      | 100%                   | 41%                    | 100%                   | 41%                    |
| Sword Technologies SA <sup>(9)</sup>              | IT Services                                     | IG      | 45%                    | 45%                    | 45%                    | 45%                    |
| Swissgenia SA                                     | IT Services                                     | IG      | 80%                    | 80%                    | 80%                    | 32%                    |
| Sword Consulting SA <sup>(10)</sup>               | IT Services                                     | IG      | -                      | 100%                   | -                      | 100%                   |
| Sword Performance Solutions AG <sup>(11)</sup>    | IT Services                                     | IG      | 86%                    | 78%                    | 86%                    | 78%                    |
| Sword Performance International AG                | IT Services                                     | IG      | 91%                    | 91%                    | 78%                    | 56%                    |
| Sword Services SA                                 | IT Services                                     | IG      | 100%                   | 100%                   | 100%                   | 100%                   |
| Sword Suisse Holding SA                           | Holding                                         | IG      | 100%                   | 100%                   | 100%                   | 100%                   |
| Tunisie                                           |                                                 |         |                        |                        |                        |                        |
| Adhoc CTS Tunisie                                 | Logiciels                                       | IG      | 95%                    | 95%                    | 82%                    | 59%                    |
| Adhoc ISL Tunisie                                 | IT Services                                     | IG      | 95%                    | 95%                    | 82%                    | 59%                    |

<sup>(1)</sup> Liquidée et dissoute au 31 mars 2017.

<sup>(2)</sup> En avril 2017, le Groupe a renforcé sa participation dans Apak Group Ltd passant de 84% à 87% de détention dans le capital.

<sup>(3)</sup> En avril 2017, le Groupe a renforcé sa participation dans Active Risk Group Ltd passant de 97% à 100% de détention dans le capital.

<sup>(4)</sup> Acquis le 1<sup>er</sup> septembre 2017. Voir note 8.1.

<sup>(5)</sup> Antérieurement dénommée Sword Charteris Ltd.

<sup>(6)</sup> En vertu des statuts, le Groupe a le contrôle sur Sword Charteris Ltd (antérieurement dénommée Sword IT Solution Ltd).

<sup>(7)</sup> Acquis le 1<sup>er</sup> octobre 2017. Voir note 8.1.

<sup>(8)</sup> Le 14 janvier 2017, le Groupe a renforcé sa participation dans Eurogenia S.A. passant de 41% de détention dans le capital à 100%.

<sup>(9)</sup> Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le Groupe a signé une convention d'actionnaires lui donnant le contrôle sur Sword Technologies SA (Suisse). Par conséquent la société est consolidée par intégration globale.

<sup>(10)</sup> Absorbée par Sword Services SA au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

<sup>(11)</sup> Durant 2017, le Groupe a renforcé sa participation dans Sword Performance Solutions AG passant de 78% à 86% de détention dans le capital pour un montant total de CHF 410 milliers d'euros.



## 6.2 Précisions sur les filiales du Groupe dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont significatives au 31 décembre 2017

Le détail des filiales du Groupe dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives est fourni dans le tableau ci-après :

| Société                            | Pourcentage de participations détenues par des participations ne donnant pas le contrôle | Résultat global de l'exercice attribué aux participations ne donnant pas le contrôle | Cumul des participations ne donnant pas le contrôle |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| Sword Charteris Ltd <sup>(*)</sup> | 51%                                                                                      | 298                                                                                  | 1 382                                               |
| Apak Group Ltd <sup>(*)</sup>      | 13%                                                                                      | (161)                                                                                | 1 273                                               |
| Autres                             | De 1% à 55%                                                                              | 349                                                                                  | 1 558                                               |
| <b>Total</b>                       |                                                                                          | <b>486</b>                                                                           | <b>4 213</b>                                        |

<sup>(\*)</sup> Les montants présentés pour Sword Charteris Ltd et Apak Group Ltd tiennent compte de l'ensemble des entités appartenant au sous-groupe respectif.

Le tableau suivant présente l'information résumée avant éliminations intragroupes :

| (en milliers d'euros)                                                        | Sword Charteris Ltd |                  | Apak Group Ltd   |                  |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------|------------------|------------------|------------------|
|                                                                              | 31 décembre 2017    | 31 décembre 2016 | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
| <b>ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE RESUME</b>                                |                     |                  |                  |                  |
| Actifs non courants                                                          | 8 639               | 5 351            | 33 398           | 34 202           |
| Actifs courants                                                              | 7 690               | 5 094            | 14 986           | 19 330           |
| Passifs non courants                                                         | ( 772)              | ( 945)           | ( 48)            | ( 80)            |
| Passifs courants                                                             | (12 595)            | (7 097)          | (46 557)         | (48 681)         |
| <b>ACTIF NET</b>                                                             | <b>2 962</b>        | <b>2 403</b>     | <b>1 779</b>     | <b>4 771</b>     |
| <i>Dont:</i>                                                                 |                     |                  |                  |                  |
| Part du Groupe                                                               | 1 580               | 1 390            | 506              | 2 699            |
| Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)            | 1 382               | 1 013            | 1 273            | 2 071            |
| <b>ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL RESUME</b> |                     |                  |                  |                  |
| Chiffre d'affaires                                                           | 26 314              | 17 696           | 29 394           | 27 473           |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                                                | <b>768</b>          | <b>14</b>        | <b>6 549</b>     | <b>6 556</b>     |
| <i>Don't :</i>                                                               |                     |                  |                  |                  |
| Part du Groupe                                                               | 376                 | 7                | 6 549            | 6 556            |
| Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)            | 392                 | 7                | -                | -                |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>                                    | <b>(184)</b>        | <b>( 855)</b>    | <b>(1 271)</b>   | <b>(6 111)</b>   |
| <i>Dont:</i>                                                                 |                     |                  |                  |                  |
| Part du Groupe                                                               | (90)                | ( 419)           | (1 110)          | (5 143)          |
| Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)            | (94)                | ( 436)           | ( 161)           | ( 968)           |
| <b>RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>                                         | <b>584</b>          | <b>( 841)</b>    | <b>5 278</b>     | <b>545</b>       |
| <i>Dont:</i>                                                                 |                     |                  |                  |                  |
| Part du Groupe                                                               | 286                 | ( 412)           | 5 439            | 1 513            |
| Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)            | 298                 | ( 429)           | ( 161)           | ( 968)           |
| <b>Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle</b>       | <b>-</b>            | <b>-</b>         | <b>-</b>         | <b>-</b>         |

| (en milliers d'euros)                                                 | Sword Charteris Ltd |                  | Apak Group Ltd   |                  |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------|------------------|------------------|------------------|
|                                                                       | 31 décembre 2017    | 31 décembre 2016 | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
| <b>ETAT DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORIERE RESUME</b>                   |                     |                  |                  |                  |
| Entrées/ (sorties) nettes de trésorerie des activités opérationnelles | 3 475               | ( 115)           | 4 182            | 6 298            |
| Sorties nettes de trésorerie des activités d'investissement           | (3 889)             | ( 298)           | (2 403)          | (6 240)          |
| Entrées/ (sorties) nettes de trésorerie des activités de financement  | -                   | 1                | (5 707)          | 4 211            |
| <b>Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>  | <b>( 414)</b>       | <b>( 412)</b>    | <b>(3 928)</b>   | <b>4 269</b>     |

## NOTE 7. ENTREPRISES ASSOCIÉES

### (a) Variations au cours de l'exercice

| (en milliers d'euros)                                   | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
|---------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>Solde au début de l'exercice</b>                     | <b>2 644</b>     | <b>2 432</b>     |
| Acquisition et prise d'influence notable <sup>(1)</sup> | 400              | 582              |
| Cession et perte d'influence notable                    | -                | -                |
| Quote-part du résultat de l'exercice                    | (192)            | (370)            |
| Dividendes versés                                       | -                | -                |
| <b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>                     | <b>2 852</b>     | <b>2 644</b>     |

<sup>(1)</sup> En mai 2017, le Groupe a acquis 18% de Plefsys IT PC pour un montant total de 400 milliers d'euros.

### (b) Précisions sur les entreprises associées

| Société                       | Lieu de constitution et établissement principal | Principale activité/ secteur opérationnel | % de détention |      |
|-------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------|------|
|                               |                                                 |                                           | 2017           | 2016 |
| Tipik Communication Agency SA | Belgique                                        | IT Services                               | 49%            | 49%  |
| Plefsys IT PC                 | Grèce                                           | IT Services                               | 18%            | -    |
| Cowork Engineering            | France                                          | IT Services                               | 24%            | 24%  |

Le tableau suivant présente l'information résumée à l'égard des entreprises associées (après ajustement éventuel par le Groupe aux fins de se conformer aux principes comptables du Groupe en vertu de l'application de la méthode de la mise en équivalence):

| (en milliers d'euros)                                             | Tipik        |            | Autres     |            |
|-------------------------------------------------------------------|--------------|------------|------------|------------|
|                                                                   | 2017         | 2016       | 2017       | 2016       |
| Actifs non courants                                               | 3 476        | 4 033      | 1          | -          |
| Actifs courants                                                   | 9 151        | 8 246      | 407        | 205        |
| Passifs non courants                                              | -            | -          | -          | -          |
| Passifs courants                                                  | (12 147)     | (11 420)   | (189)      | (94)       |
| <b>Actif net</b>                                                  | <b>480</b>   | <b>859</b> | <b>219</b> | <b>111</b> |
| Chiffre d'affaires                                                | 16 783       | 17 975     | 706        | 287        |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                                     | <b>(379)</b> | <b>3</b>   | <b>106</b> | <b>36</b>  |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>                         | <b>-</b>     | <b>-</b>   | <b>-</b>   | <b>-</b>   |
| Dividendes reçus des entreprises associées au cours de l'exercice | -            | -          | -          | -          |

## (c) Engagements vis-à-vis d'actionnaires d'entreprises associées

Dans les trois années à venir, le Groupe s'est engagé à renforcer sa participation dans Plefsys en trois tranches successives, à savoir 20%, 26% et 6% en échange d'un paiement de 800 milliers d'euros, assorti d'un complément de prix, calculé sur le chiffre d'affaires généré par la collaboration entre le Groupe et Plefsys et plafonné à 300 milliers d'euros. Le prix a été déterminé sur base d'un plan d'affaires basé sur des flux de trésorerie actualisés.

## NOTE 8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ACQUISITIONS

### 8.1 Acquisitions en 2017

#### (a) Description

##### *Venture Information Management Ltd*

Avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2017, le Groupe a acquis 100% des actions de Venture Information Management Ltd (« VIM ») via Sword Charteris Ltd, une filiale du Groupe pour un montant de 2 210 milliers d'euros. VIM est une société de droit britannique spécialisée dans les services IT à destination de l'industrie de l'exploration et production pétrolière et gazière. Le rapprochement a pour objectif de permettre au Groupe d'augmenter sa base de clients et de réaliser de la croissance en développant ses activités sans nouveaux coûts fixes à court terme et donc avec une augmentation de la marge bénéficiaire.

##### *MintTulip Ltd*

Le 1<sup>er</sup> septembre 2017, le Groupe a acquis 100% des actions de MintTulip Ltd, société de droit britannique, via Sword Charteris Ltd pour un montant de 1 788 milliers d'euros. MintTulip Ltd est une société partenaire de Microsoft dans les services Cloud. Le rapprochement a permis au Groupe d'augmenter sa présence géographique, d'étendre sa palette de services proposés et de réaliser de la croissance en développant ses activités sans nouveaux coûts fixes à court terme et donc avec une augmentation de la marge bénéficiaire.

#### (b) Contrepartie transférée

| (en milliers d'euros)                                      | Mint Tulip Ltd | Venture Information Management Ltd | TOTAL        |
|------------------------------------------------------------|----------------|------------------------------------|--------------|
| <b>Contrepartie réglée en trésorerie</b>                   | 1 740          | 1 588                              | 3 328        |
| <i>Moins:</i>                                              |                |                                    |              |
| Solde de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis | 114            | 45                                 | 159          |
| <b>SORTIE NETTE DE TRÉSORERIE</b>                          | <b>1 626</b>   | <b>1 543</b>                       | <b>3 169</b> |

La convention d'achat de Venture Information Management Ltd prévoit un complément de prix correspondant à un multiple de 3 de la différence entre l'EBIDTA 2018 et l'EBDITA 2017 de Venture Information Management Ltd. Le complément de prix qualifié de « passif de contrepartie éventuelle » sera versé dans le courant du premier semestre 2018. La juste valeur de ce passif s'élève à 549 milliers d'euros au 31 décembre 2017. Elle est basée sur l'actualisation de flux de trésorerie estimés.

#### (c) Actifs acquis et passifs comptabilisés à la date d'acquisition

| (en milliers d'euros)                   | Mint Tulip Ltd | Venture Information Management Ltd | TOTAL      |
|-----------------------------------------|----------------|------------------------------------|------------|
| <b>Actifs non courants</b>              |                |                                    |            |
| Immobilisations corporelles             | -              | 35                                 | 35         |
| Impôts différés actifs                  | -              | 161                                | 161        |
| <b>Actifs courants</b>                  |                |                                    |            |
| Créances clients et autres débiteurs    | 378            | 1 166                              | 1 544      |
| Autres actifs                           | 121            | 65                                 | 186        |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 114            | 45                                 | 159        |
| <b>Passifs courants</b>                 |                |                                    |            |
| Fournisseurs et autres créditeurs       | ( 347)         | (630)                              | (977)      |
| Autres passifs                          | (115)          | (311)                              | (426)      |
| <b>ACTIFS NETS IDENTIFIABLES ACQUIS</b> | <b>151</b>     | <b>531</b>                         | <b>682</b> |

## (d) Goodwill découlant de l'acquisition

| (en milliers d'euros)                             | Mint Tulip Ltd | Venture Information Management Ltd | TOTAL        |
|---------------------------------------------------|----------------|------------------------------------|--------------|
| <b>Contrepartie transférée</b>                    | 1 788          | 2 210                              | 3 998        |
| <i>Moins:</i>                                     |                |                                    |              |
| Juste valeur des actifs nets identifiables acquis | 151            | 531                                | 682          |
| <b>GOODWILL DÉCOULANT DE L'ACQUISITION</b>        | <b>1 637</b>   | <b>1 679</b>                       | <b>3 316</b> |

Conformément à la norme IFRS 3, le Groupe a procédé à une évaluation provisoire de la juste valeur des actifs et de passifs identifiables des deux sociétés acquises en attendant la finalisation des travaux de vérification confiés à des experts tiers.

Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de ces deux sociétés sont principalement liés aux prévisions de croissance, à la rentabilité future attendue, ainsi qu'aux réductions de coûts mises en œuvre dès l'acquisition et aux synergies à moyen terme résultant de l'adossement de ces sociétés acquises au Groupe au travers des fonctions de support.

Le goodwill ne devrait pas être déductible à des fins fiscales.

## (e) Incidences des acquisitions sur les résultats du Groupe

Si ces groupements d'entreprises avaient été en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le chiffre d'affaires et le résultat net de l'exercice des entités acquises se seraient présentés comme suit :

| (en milliers d'euros) | Mint Tulip Ltd | Venture Information Management Ltd | TOTAL |
|-----------------------|----------------|------------------------------------|-------|
| Chiffre d'affaires    | 2 195          | 4 697                              | 6 892 |
| Résultat net          | (30)           | 148                                | 118   |

Pour la période allant de leur date d'acquisition au 31 décembre 2017, les sociétés acquises ont contribué au chiffre d'affaires et au résultat net du Groupe dans les proportions suivantes :

| (en milliers d'euros) | Mint Tulip Ltd | Venture Information Management Ltd | TOTAL |
|-----------------------|----------------|------------------------------------|-------|
| Chiffre d'affaires    | 751            | 1 543                              | 2 294 |
| Résultat net          | 88             | 98                                 | 186   |

## 8.2 Acquisitions en 2016

En janvier 2016, le Groupe a acquis 100 % des actions de la société Infinity Ltd. pour un montant total de 50 milliers de GBP. Les montants liés à cette acquisition n'étant pas significatifs à l'échelle du Groupe, les informations à fournir selon IFRS 3 n'ont pas été présentées.

## NOTE 9. CESSIONS

### 9.1 Cessions en 2017

En mai 2017, le Groupe a constitué la filiale SCI Decan. Au 20 juillet 2017, SCI Decan a acheté l'immeuble sis 6 rue Claude Chappe 69370 Saint Didier au Mont d'Or en France pour un prix de 3 500 milliers d'euros, financé entièrement par un emprunt. Le 18 décembre 2017, le Groupe a cédé sa filiale pour 1 millier d'euros correspondant au capital social. Voir note 37.3.

### 9.2 Cessions en 2016

Le Groupe a finalisé le 7 décembre 2016 la cession de sa filiale Sword Consulting France SAS pour un prix de 1 148 milliers d'euros.

## (a) Contrepartie reçue

| (en milliers d'euros)                                         | Total        |
|---------------------------------------------------------------|--------------|
| Contrepartie reçue en trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 148        |
| Contrepartie à recevoir                                       | -            |
| <b>TOTAL DE LA CONTREPARTIE</b>                               | <b>1 148</b> |

## (b) Analyse des actifs et passifs sur lesquels le contrôle a été perdu

| (en milliers d'euros)                   | Total        |
|-----------------------------------------|--------------|
| <b>Actifs non courants</b>              |              |
| Goodwill                                | 309          |
| Immobilisations corporelles             | 7            |
| Actifs d'impôt différé                  | 4            |
| <b>Actifs courants</b>                  |              |
| Créances clients et autres débiteurs    | 886          |
| Autres actifs                           | 35           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 454          |
| <b>Passifs courants</b>                 |              |
| Fournisseurs et autres créditeurs       | (133)        |
| Passif d'impôt exigible                 | (3)          |
| Autres passifs                          | (334)        |
| <b>ACTIFS NETS CÉDÉS</b>                | <b>1 225</b> |

## (c) Profit/ (perte) généré(e) à la cession

| (en milliers d'euros)     | Total        |
|---------------------------|--------------|
| <b>Contrepartie reçue</b> | <b>1 148</b> |
| Moins : Actif net cédé    | 1 225        |
| <b>PERTE A LA CESSION</b> | <b>(77)</b>  |

## (d) Sortie nette de trésorerie à la cession

| (en milliers d'euros)                                          | Total      |
|----------------------------------------------------------------|------------|
| Contrepartie reçue en trésorerie et équivalent de trésorerie   | 1 148      |
| Moins:                                                         |            |
| Soldes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés | 454        |
| <b>SORTIE NETTE DE TRÉSORERIE</b>                              | <b>694</b> |



## NOTE 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| (en milliers d'euros)                                | Terrains et constructions | Installations, aménagements et agencements | Matériel de transport | Matériel de bureau et équipement informatique | Mobilier de bureau | TOTAL           |
|------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------|--------------------|-----------------|
| <b>VALEUR BRUTE</b>                                  |                           |                                            |                       |                                               |                    |                 |
| <b>Au 31 décembre 2015</b>                           | <b>557</b>                | <b>2 692</b>                               | <b>311</b>            | <b>11 209</b>                                 | <b>6 793</b>       | <b>21 562</b>   |
| Acquisitions                                         | -                         | 227                                        | 58                    | 1 781                                         | 284                | <b>2 350</b>    |
| Acquisitions au moyen de regroupements d'entreprises | -                         | -                                          | -                     | -                                             | 78                 | <b>78</b>       |
| Cessions                                             | -                         | (18)                                       | (105)                 | (383)                                         | (60)               | <b>(566)</b>    |
| Sorties de périmètre                                 | -                         | -                                          | -                     | (49)                                          | -                  | <b>(49)</b>     |
| Écart de conversion                                  | (79)                      | 5                                          | (15)                  | (524)                                         | (718)              | <b>(1 331)</b>  |
| <b>Au 31 décembre 2016</b>                           | <b>478</b>                | <b>2 906</b>                               | <b>249</b>            | <b>12 034</b>                                 | <b>6 377</b>       | <b>22 044</b>   |
| Acquisitions                                         | -                         | 3 620                                      | 2                     | 1 703                                         | 293                | <b>5 618</b>    |
| Acquisitions au moyen de regroupements d'entreprises | 25                        | -                                          | -                     | 263                                           | 76                 | <b>364</b>      |
| Cessions                                             | (83)                      | (76)                                       | (2)                   | (774)                                         | (883)              | <b>(1 818)</b>  |
| Sorties de périmètre                                 | -                         | (3 333)                                    | -                     | (37)                                          | -                  | <b>(3 370)</b>  |
| Écart de conversion                                  | (16)                      | (113)                                      | (21)                  | (521)                                         | (243)              | <b>(914)</b>    |
| Autres mouvements                                    | -                         | -                                          | -                     | (215)                                         | 8                  | <b>(207)</b>    |
| <b>Au 31 décembre 2017</b>                           | <b>404</b>                | <b>3 004</b>                               | <b>228</b>            | <b>12 453</b>                                 | <b>5 628</b>       | <b>21 717</b>   |
| <b>AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR CUMULÉS</b>    |                           |                                            |                       |                                               |                    |                 |
| <b>Au 31 décembre 2015</b>                           | <b>(361)</b>              | <b>(1 643)</b>                             | <b>(179)</b>          | <b>(9 150)</b>                                | <b>(2 380)</b>     | <b>(13 713)</b> |
| Dotations aux amortissements                         | (66)                      | (235)                                      | (45)                  | (1 101)                                       | (501)              | <b>(1 948)</b>  |
| Variations de périmètre                              | -                         | -                                          | -                     | -                                             | (78)               | <b>(78)</b>     |
| Reprises de pertes de valeur                         | -                         | 9                                          | 48                    | 422                                           | 60                 | <b>539</b>      |
| Écart de conversion                                  | 54                        | (2)                                        | 3                     | 435                                           | 183                | <b>673</b>      |
| <b>Au 31 décembre 2016</b>                           | <b>(373)</b>              | <b>(1 871)</b>                             | <b>(173)</b>          | <b>(9 394)</b>                                | <b>(2 716)</b>     | <b>(14 527)</b> |
| Dotations aux amortissements                         | (45)                      | (231)                                      | (40)                  | (1 242)                                       | (407)              | <b>(1 965)</b>  |
| Variations de périmètre                              | (25)                      | -                                          | -                     | (249)                                         | (49)               | <b>(323)</b>    |
| Reprises de pertes de valeur                         | 83                        | 59                                         | -                     | 769                                           | 654                | <b>1 565</b>    |
| Écart de conversion                                  | 13                        | 79                                         | 16                    | 384                                           | 109                | <b>601</b>      |
| Autres mouvements                                    | -                         | -                                          | -                     | 216                                           | (7)                | <b>209</b>      |
| <b>Au 31 décembre 2017</b>                           | <b>(347)</b>              | <b>(1 964)</b>                             | <b>(197)</b>          | <b>(9 516)</b>                                | <b>(2 416)</b>     | <b>(14 440)</b> |
| <b>VALEUR NETTE</b>                                  |                           |                                            |                       |                                               |                    |                 |
| <b>Au 31 décembre 2016</b>                           | <b>105</b>                | <b>1 035</b>                               | <b>76</b>             | <b>2 640</b>                                  | <b>3 661</b>       | <b>7 517</b>    |
| <b>Au 31 décembre 2017</b>                           | <b>57</b>                 | <b>1 040</b>                               | <b>31</b>             | <b>2 937</b>                                  | <b>3 212</b>       | <b>7 277</b>    |

Au 31 décembre 2017, il n'existe pas de garanties données portant sur les immobilisations corporelles (2016: néant).

## NOTE 11. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

| (en milliers d'euros)                             | Logiciels      | Contrats liés aux logiciels | Clause de non concurrence | Autres immobilisations incorporelles | TOTAL           |
|---------------------------------------------------|----------------|-----------------------------|---------------------------|--------------------------------------|-----------------|
| <b>VALEUR BRUTE</b>                               |                |                             |                           |                                      |                 |
| <b>Au 31 décembre 2015</b>                        | <b>7 770</b>   | <b>4 657</b>                | <b>1 113</b>              | <b>7 425</b>                         | <b>20 965</b>   |
| Entrées d'immobilisations générées en interne     | 2 870          | -                           | -                         | -                                    | 2 870           |
| Acquisitions                                      | -              | 207                         | -                         | 356                                  | 563             |
| Cessions                                          | -              | -                           | -                         | (1)                                  | (1)             |
| Sorties de périmètre                              | -              | -                           | -                         | (2)                                  | (2)             |
| Écart de conversion                               | (342)          | (376)                       | -                         | (309)                                | (1 027)         |
| <b>Au 31 décembre 2016</b>                        | <b>10 298</b>  | <b>4 488</b>                | <b>1 113</b>              | <b>7 469</b>                         | <b>23 368</b>   |
| Entrées d'immobilisations générées en interne     | 4 556          | -                           | -                         | -                                    | 4 556           |
| Acquisitions                                      | -              | -                           | -                         | 233                                  | 233             |
| Cessions                                          | (507)          | -                           | -                         | (117)                                | (624)           |
| Sorties de périmètre                              | -              | -                           | -                         | -                                    | -               |
| Écart de conversion                               | (310)          | (173)                       | -                         | (40)                                 | (523)           |
| <b>Au 31 décembre 2017</b>                        | <b>14 037</b>  | <b>4 315</b>                | <b>1 113</b>              | <b>7 545</b>                         | <b>27 010</b>   |
| <b>AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR CUMULÉS</b> |                |                             |                           |                                      |                 |
| <b>Au 31 décembre 2015</b>                        | <b>(3 823)</b> | <b>(2 376)</b>              | <b>-</b>                  | <b>(3 303)</b>                       | <b>(9 502)</b>  |
| Dotations aux amortissements                      | (858)          | (1 005)                     | -                         | (1 556)                              | (3 419)         |
| Variations de périmètre                           | -              | -                           | -                         | 3                                    | 3               |
| Écart de conversion                               | 40             | 289                         | -                         | 71                                   | 400             |
| <b>Au 31 décembre 2016</b>                        | <b>(4 641)</b> | <b>(3 092)</b>              | <b>-</b>                  | <b>(4 785)</b>                       | <b>(12 518)</b> |
| Dotations aux amortissements                      | (1 178)        | (746)                       | -                         | (1 469)                              | (3 393)         |
| Variations de périmètre                           | 507            | -                           | -                         | 115                                  | 622             |
| Écart de conversion                               | 61             | 132                         | -                         | 4                                    | 197             |
| <b>Au 31 décembre 2017</b>                        | <b>(5 251)</b> | <b>(3 706)</b>              | <b>-</b>                  | <b>(6 135)</b>                       | <b>(15 092)</b> |
| <b>VALEUR NETTE</b>                               |                |                             |                           |                                      |                 |
| <b>Valeur nette au 31 décembre 2016</b>           | <b>5 657</b>   | <b>1 396</b>                | <b>1 113</b>              | <b>2 684</b>                         | <b>10 850</b>   |
| <b>Valeur nette au 31 décembre 2017</b>           | <b>8 786</b>   | <b>609</b>                  | <b>1 113</b>              | <b>1 410</b>                         | <b>11 918</b>   |

Les « contrats liés aux logiciels » sont constitués de contrats de mise à disposition de logiciels en mode SaaS et de contrats de maintenance logicielle.

La convention de cession de Tipik conclue par le Groupe le 10 mars 2014, était assortie d'une clause de non-concurrence. Par cet engagement, le Groupe s'interdisait de concurrencer les activités commerciales de Tipik sur le territoire de l'Union Européenne.

Depuis lors, compte tenu de nouvelles perspectives de croissance dans le secteur public et de sa volonté de renforcer sa présence dans ce segment, le Groupe a réévalué sa stratégie et souhaité pouvoir concurrencer à nouveau les activités de Tipik auprès des instances de l'Union Européenne.

Le 11 septembre 2014, le Groupe a conclu un accord aux termes desquels, contre le paiement de 6 millions d'euros, outre l'annulation de l'engagement de non concurrence, le Groupe a obtenu de Tipik qu'il renonce à son profit à fournir certaines prestations rattachées à deux contrats dans lesquels une filiale du Groupe et Tipik s'étaient portés candidats.

Le montant payé a été réparti comptablement entre un carnet de commande valorisé à 4 918 milliers d'euros pour des prestations à fournir sur une période de 4 années à compter de 2015 et l'annulation de l'engagement de non concurrence pour le solde.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les prestations à fournir liés à des contrats relevant du secteur « Services IT », autrement appelé « production backlog ».

## Test de dépréciation relatif à la clause de non concurrence

À la date de clôture, le Groupe a comparé la valeur nette comptable de l'UGT 3 – IT Services, à laquelle la valeur de rachat de la clause de non concurrence de 1 113 milliers d'euros a été allouée, y compris la valeur comptable de ladite clause, et sa valeur recouvrable, laquelle a été déterminée sur base de sa valeur d'utilité. Ayant constaté que la valeur recouvrable de l'UGT 3 présentait un excédent sur sa valeur nette comptable, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée. Voir note 12 pour les hypothèses clés utilisées pour le calcul de la valeur d'utilité.

## NOTE 12. GOODWILL

### 12.1 Variations du goodwill

| (en milliers d'euros)                                                                                           | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>VALEUR BRUTE</b>                                                                                             |                     |                     |
| Solde au début de l'exercice                                                                                    | 111 253             | 117 470             |
| Montants supplémentaires comptabilisés par suite de regroupements d'entreprises survenus au cours de l'exercice | 3 317               | 250                 |
| Cessions                                                                                                        | -                   | (625)               |
| Écart de conversion                                                                                             | (3 408)             | (5 842)             |
| <b>Solde à la fin de l'exercice</b>                                                                             | <b>111 162</b>      | <b>111 253</b>      |
| <b>CUMUL DES PERTES DE VALEUR</b>                                                                               |                     |                     |
| Solde au début de l'exercice                                                                                    | 25 000              | 25 000              |
| Comptabilisées au cours de l'exercice                                                                           | -                   | -                   |
| Écart de conversion                                                                                             | -                   | -                   |
| <b>Solde à la fin de l'exercice</b>                                                                             | <b>25 000</b>       | <b>25 000</b>       |
| <b>GOODWILL, VALEUR NETTE COMPTABLE</b>                                                                         | <b>86 162</b>       | <b>86 253</b>       |

### 12.2 Allocation du goodwill par unités génératrices de trésorerie (« UGT »)

| (en milliers d'euros)           | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|
| UGT 1 - Logiciels (Software)    | 29 920              | 30 911              |
| UGT 3 - IT Services (Solutions) | 56 242              | 55 342              |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>86 162</b>       | <b>86 253</b>       |

### 12.3 Tests de dépréciation du goodwill

En 2017, sans modification des méthodes d'évaluation utilisées lors de l'exercice précédent, le Groupe a réexaminé la valeur des goodwill associés à ses unités génératrices de trésorerie (« UGT »), en comparant la valeur recouvrable des UGT avec leur valeur nette comptable, y compris les goodwill. Conformément à IAS 36, seule la valeur d'utilité au titre de valeur recouvrable a été retenue.

La valeur recouvrable des UGT 1 et UGT 3 s'élève respectivement à 157 899 (2016 : 193 205 milliers d'euros) et 142 724 milliers d'euros (2016 : 187 701 milliers d'euros).

#### Hypothèses clés

Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés par le Groupe pour estimer la valeur d'utilité sont issus du budget 2018 et d'une extrapolation pour les années 2019 et suivantes. Sur base du budget 2018, le chiffre d'affaires du Groupe augmente de l'ordre de 12.5% (12% à périmètre constant).

Les hypothèses clés intervenant dans le modèle de valorisation utilisé par le Groupe sont (i) la croissance du chiffre d'affaires à moyen terme, (ii) la marge opérationnelle correspondant au ratio EBIT/ chiffre d'affaires, (iii) le taux de croissance à l'infini utilisé pour le calcul de la valeur terminale et (iv) le taux d'actualisation.

|                                                 | UGT 1 - Software |       | UGT 3 - Solutions |       |
|-------------------------------------------------|------------------|-------|-------------------|-------|
|                                                 | 2017             | 2016  | 2017              | 2016  |
| Croissance du chiffre d'affaires à moyen terme  | 10%              | 10%   | 10%               | 10%   |
| Marge opérationnelle                            | 21%              | 24%   | 8%                | 8%    |
| Taux de croissance à l'infini                   | 2%               | 2%    | 2%                | 2%    |
| Taux d'actualisation après impôt <sup>(*)</sup> | 7,67%            | 6,79% | 8,25%             | 6,12% |

<sup>(\*)</sup> Les taux d'actualisation avant impôt pour 2017 s'élèvent respectivement à 9,46% (2016 : 8,40%) et 10,25% (2016 : 7,75%) pour l'UGT 1 et l'UGT 3.

Les valeurs attribuées à la croissance du chiffre d'affaires à moyen terme et à la marge opérationnelle ont été déterminées avec prudence et sont cohérentes avec les données historiques et budgétaires du Groupe. Les projections ont été établies en tenant compte notamment du carnet de commandes, des coûts de développement liés à l'amélioration de solutions logicielles, du product mix, de la proportion accrue de ventes de logiciels en mode SaaS et d'un statu quo quant à la dépréciation de la Livre Sterling, consécutive à l'éventualité d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. Les taux d'actualisation utilisés pour les tests de dépréciation annuels sont les taux moyens pondérés du capital (CMPC) (autrement appelé « Weighted Average Cost of Capital ou « WAAC ») spécifiques à chaque UGT.

*Sensibilité des valeurs recouvrables*

La direction du Groupe est d'avis qu'aucune modification raisonnablement possible des principales hypothèses sur lesquelles la valeur recouvrable de chaque UGT repose ne ferait en sorte que la valeur comptable qui leur est attribuée excède leur valeur recouvrable.

## NOTE 13. PRÉSENTATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIES

Le tableau ci-dessous donne la répartition par catégorie comptable des actifs et passifs financiers selon IAS 39 au 31 décembre 2017 :

| (en milliers d'euros)                    | Prêts et créances | Actifs financiers disponibles à la vente | TOTAL          |
|------------------------------------------|-------------------|------------------------------------------|----------------|
| <b>ACTIF</b>                             |                   |                                          |                |
| Actifs financiers disponibles à la vente | -                 | 518                                      | 518            |
| Autres actifs                            | 9 868             | -                                        | 9 868          |
| <b>Actifs financiers non courants</b>    | <b>9 868</b>      | <b>518</b>                               | <b>10 386</b>  |
| Créances clients et autres débiteurs     | 54 105            | -                                        | 54 105         |
| Autres actifs                            | 3 741             | -                                        | 3 741          |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  | 38 479            | -                                        | 38 479         |
| <b>Actifs financiers courants</b>        | <b>96 325</b>     | <b>-</b>                                 | <b>96 325</b>  |
| <b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>           | <b>106 193</b>    | <b>518</b>                               | <b>106 711</b> |

| (en milliers d'euros)                    | Passifs financiers au coût amorti | TOTAL         |
|------------------------------------------|-----------------------------------|---------------|
| <b>PASSIF</b>                            |                                   |               |
| Dettes financières                       | 17 000                            | 17 000        |
| Autres passifs                           | 85                                | 85            |
| <b>Passifs financiers non courants</b>   | <b>17 085</b>                     | <b>17 085</b> |
| Dettes financières                       | 876                               | 876           |
| Dettes fournisseurs et autres créditeurs | 17 367                            | 17 367        |
| Autres passifs                           | 1 600                             | 1 600         |
| <b>Passifs financiers courants</b>       | <b>19 843</b>                     | <b>19 843</b> |
| <b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>          | <b>36 928</b>                     | <b>36 928</b> |

Le tableau ci-dessous donne la répartition par catégorie comptable des actifs et passifs financiers selon IAS 39 au 31 décembre 2016 :

| (en milliers d'euros)                    | Prêts et créances | Actifs financiers disponibles à la vente | TOTAL          |
|------------------------------------------|-------------------|------------------------------------------|----------------|
| <b>ACTIF</b>                             |                   |                                          |                |
| Actifs financiers disponibles à la vente | -                 | 518                                      | 518            |
| Autres actifs                            | 12 899            | -                                        | 12 899         |
| <b>Actifs financiers non courants</b>    | <b>12 899</b>     | <b>518</b>                               | <b>13 417</b>  |
| Créances clients et autres débiteurs     | 46 255            | -                                        | 46 255         |
| Autres actifs                            | 5 409             | -                                        | 5 409          |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  | 46 196            | -                                        | 46 196         |
| <b>Actifs financiers courants</b>        | <b>97 860</b>     | <b>-</b>                                 | <b>97 860</b>  |
| <b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>           | <b>110 759</b>    | <b>518</b>                               | <b>111 277</b> |

| (en milliers d'euros)                    | Passifs financiers au coût amorti | TOTAL         |
|------------------------------------------|-----------------------------------|---------------|
| <b>PASSIF</b>                            |                                   |               |
| Dettes financières                       | 13 500                            | 13 500        |
| Autres passifs                           | 93                                | 93            |
| <b>Passifs financiers non courants</b>   | <b>13 593</b>                     | <b>13 593</b> |
| Dettes financières                       | 738                               | 738           |
| Dettes fournisseurs et autres créditeurs | 17 837                            | 17 837        |
| Autres passifs                           | 3 628                             | 3 628         |
| <b>Passifs financiers courants</b>       | <b>22 203</b>                     | <b>22 203</b> |
| <b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>          | <b>35 796</b>                     | <b>35 796</b> |

## NOTE 14. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

### Balances à la clôture

| (en milliers d'euros)                            | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
|--------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Participation dans SBT                           | 251              | 219              |
| Participations dans diverses sociétés non cotées | 267              | 299              |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>518</b>       | <b>518</b>       |

### Variations au cours de l'exercice

| (en milliers d'euros)               | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
|-------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>Solde au début de l'exercice</b> | <b>518</b>       | <b>379</b>       |
| Acquisitions                        | 26               | 253              |
| Cessions                            | -                | (199)            |
| Variations de périmètre             | -                | -                |
| Variations de la juste valeur       | 22               | 91               |
| Écarts de conversion                | (48)             | (6)              |
| <b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b> | <b>518</b>       | <b>518</b>       |



## NOTE 15. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

| (en milliers d'euros)              | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Créances clients                   | 33 437              | 26 717              |
| Provisions pour créances douteuses | (1 400)             | (1 329)             |
| <b>Créances clients, net</b>       | <b>32 037</b>       | <b>25 388</b>       |
| Factures à établir                 | 22 068              | 20 867              |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>54 105</b>       | <b>46 255</b>       |

En raison de leur échéance à court terme, la valeur comptable des créances clients et autres débiteurs se rapproche de la juste valeur.

### Balance âgée

| (en milliers d'euros) | 0 - 3 mois | 3 - 6 mois | 6 - 12 mois | > 1 an | Total  |
|-----------------------|------------|------------|-------------|--------|--------|
| Au 31 décembre 2017   | 19 814     | 781        | 243         | -      | 20 838 |
| Au 31 décembre 2016   | 23 023     | 2 100      | 467         | -      | 25 590 |

Les créances clients présentées ci-dessus comprennent des montants échus à la date de clôture et pour lesquels le Groupe n'a constitué aucune provision pour créances douteuses étant donné que le Groupe ne dispose pas d'informations faisant état d'une dégradation de la solvabilité de ces débiteurs et que ces montants sont toujours considérés comme recouvrables.

### Variation de la provision pour créances douteuses

| (en milliers d'euros)                                  | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|--------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Solde au début de l'exercice</b>                    | <b>(1 329)</b>      | <b>(1 553)</b>      |
| Pertes de valeur comptabilisées au cours de l'exercice | (1 001)             | (466)               |
| Pertes de valeur ayant fait l'objet d'une reprise      | 899                 | 674                 |
| Variation de périmètre                                 | -                   | (60)                |
| Écart de conversion                                    | 31                  | 76                  |
| <b>SOLDE A LA FIN DE L'EXERCICE</b>                    | <b>(1 400)</b>      | <b>(1 329)</b>      |

### Balance âgée des créances dépréciées

| (en milliers d'euros) | 0 - 3 mois | 3 - 6 mois | 6 - 12 mois | > 1 an | Total |
|-----------------------|------------|------------|-------------|--------|-------|
| Au 31 décembre 2017   | 145        | 226        | 750         | 279    | 1 400 |
| Au 31 décembre 2016   | 129        | 277        | 571         | 352    | 1 329 |

## NOTE 16. AUTRES ACTIFS

| (en milliers d'euros)                                                             | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Dépôts et cautionnements                                                          | 856                 | 723                 |
| Contrepartie à recevoir sur la cession de Kenzan (voir note 9.2.)                 | -                   | 1 422               |
| Contrepartie à recevoir sur augmentation de capital dans Apak                     | 7 410               | 8 360               |
| Autres créances non courantes                                                     | 1 990               | 2 394               |
| <b>Total autres actifs non courants, valeur brute</b>                             | <b>10 256</b>       | <b>12 899</b>       |
| Provisions pour créances douteuses                                                | (3)                 | (4)                 |
| <b>TOTAL AUTRES ACTIFS NON COURANTS, VALEUR NETTE</b>                             | <b>10 253</b>       | <b>12 895</b>       |
| Créances fiscales et sociales                                                     | 1 886               | 1 807               |
| Contrepartie à recevoir sur augmentation de capital dans Apak                     | 1 616               | 3 404               |
| Contrepartie à recevoir sur la cession de Tipik                                   | 446                 | 446                 |
| Contrepartie à recevoir sur la cession d'actifs financiers disponibles à la vente | 272                 | 272                 |
| Autres créances courantes                                                         | 1 023               | 1 287               |
| Charges payées d'avance                                                           | 3 971               | 7 280               |
| <b>Total autres actifs courants, valeur brute</b>                                 | <b>9 214</b>        | <b>14 496</b>       |
| Provisions pour créances douteuses                                                | (5)                 | -                   |
| <b>TOTAL AUTRES ACTIFS COURANTS, VALEUR NETTE</b>                                 | <b>9 209</b>        | <b>14 496</b>       |

La juste valeur des « autres actifs non courants » a été déterminée sur base des flux de trésorerie actualisés au coût d'endettement du Groupe. La juste valeur de tous les actifs financiers qui composent cette rubrique s'élève à 8 505 milliers d'euros (2016 : 9 337 milliers d'euros) et est classée au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs. La valeur nette comptable des actifs financiers inclus dans les « autres actifs courants » constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur du fait de leur échéance à court terme.

## NOTE 17. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

| (en milliers d'euros)       | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------|---------------------|---------------------|
| Disponibilités et assimilés | 38 479              | 46 196              |
| <b>TOTAL</b>                | <b>38 479</b>       | <b>46 196</b>       |

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants:

| (en milliers d'euros)                   | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 38 479              | 46 196              |
| Concours bancaires <sup>(*)</sup>       | (876)               | (738)               |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>37 603</b>       | <b>45 458</b>       |

<sup>(\*)</sup> Inclut dans les dettes financières courantes

## NOTE 18. REGIMES DE RETRAITE

À la fin de l'année, les provisions pour avantages au personnel se composaient uniquement de provisions pour avantages postérieurs à l'emploi à hauteur de 1 015 milliers d'euros (2016 : 852 milliers d'euros). Les avantages postérieurs à l'emploi relèvent de régimes de retraite à cotisations définies et de régimes de retraite à prestations définies.

### 18.1 Régimes de retraite à prestations définies

Ce type de régime a pour objet d'octroyer à certains salariés du Groupe, sous certaines conditions, des indemnités de fin de carrière, lorsqu'ils feront valoir leurs droits à la retraite.

Les salariés qui bénéficient de ce type de régime sont principalement rattachés aux filiales françaises du Groupe et sont au nombre de 380 au 31 décembre 2017 (2016 : 337).

En France, la détermination du montant et les conditions d'octroi de ces indemnités sont régies par une convention collective nationale qui relève du secteur dans lequel le Groupe opère (Convention Syntec).

Les engagements de retraite n'ont pas fait l'objet d'une couverture externe.

La valorisation des engagements de retraite et avantages assimilés est réalisée en interne sous la supervision de la direction financière du Groupe.

Les éléments liés aux avantages postérieurs à l'emploi dans le résultat global s'analysent comme suit :

| (en milliers d'euros)                                   | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|---------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Coûts des services rendus au cours de l'exercice        | (120)               | (132)               |
| Coût financier                                          | (30)                | (33)                |
| Autres                                                  | (13)                | (79)                |
| <b>Montants comptabilisés en résultat de l'exercice</b> | <b>(163)</b>        | <b>(244)</b>        |
| <b>TOTAL</b>                                            | <b>(163)</b>        | <b>(244)</b>        |

Les coûts des services rendus par les salariés au cours de l'exercice sont comptabilisés en charges de personnel dans le compte de résultat. Les coûts financiers sont comptabilisés en résultat financier.

## 18.2 Hypothèses actuarielles

Les engagements ont été évalués en interne, sur la base d'hypothèses mises à jour régulièrement et revues annuellement.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

|                                             | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|---------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Taux d'actualisation <sup>(*)</sup>         | 1,36%               | 1,36%               |
| Taux de revalorisation des salaires annuels | 1,50%               | 1,50%               |
| Taux de charges sociales                    | 45%                 | 45%                 |
| Age de départ                               | 65 – 67 ans         | 65 ans              |
| Rotation du personnel                       | (**)                | (**)                |
| Table de mortalité                          | INSEE 2017          | INSEE 2016          |

<sup>(\*)</sup> Le taux d'actualisation est basé sur le taux IBOX AA 10+.

<sup>(\*\*)</sup> Variable selon les zones géographiques.

La durée moyenne de l'obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre 2017 est inférieure à une année (inférieure à une année en 2016).

## 18.3 Variation de la valeur actualisée des engagements

| (en milliers d'euros)                            | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|--------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Solde à l'ouverture de l'exercice</b>         | <b>852</b>          | <b>620</b>          |
| Coûts des services rendus au cours de l'exercice | 120                 | 132                 |
| Coût financier                                   | 30                  | 33                  |
| Variations de périmètre                          | -                   | (12)                |
| Autres variations                                | 13                  | 79                  |
| <b>SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>          | <b>1 015</b>        | <b>852</b>          |

Les montants provisionnés n'étant pas significatifs à l'échelle du Groupe, d'autres informations à fournir selon IAS 19 ont été omises, notamment une analyse de sensibilité montrant l'effet de changements apportés à certaines hypothèses actuarielles sur la valeur des engagements de retraite.

## NOTE 19. AUTRES PROVISIONS

| (en milliers d'euros)                       | Risques de<br>contentieux | Autres    | TOTAL        |
|---------------------------------------------|---------------------------|-----------|--------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b> | <b>1 126</b>              | <b>82</b> | <b>1 208</b> |
| Dotations                                   | 90                        | 48        | 138          |
| Reprises sur provisions utilisées           | (319)                     | (66)      | (385)        |
| Écarts de conversion                        | (40)                      | (1)       | (41)         |
| <b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>            | <b>857</b>                | <b>63</b> | <b>920</b>   |
| Courantes                                   | 169                       | 63        | 232          |
| Non-courantes                               | 688                       | -         | 688          |

Les dotations et reprises sur provisions pour risques de contentieux sont incluses dans les « Autres éléments non récurrents » dans le compte de résultat consolidé.

## NOTE 20. DETTES FINANCIÈRES

### 20.1 Ventilation des dettes financières par nature

| (en milliers d'euros)                   | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Emprunts bancaires                      | 17 000              | 13 500              |
| <b>Dettes financières non courantes</b> | <b>17 000</b>       | <b>13 500</b>       |
| Concours bancaires                      | 876                 | 738                 |
| <b>Dettes financières courantes</b>     | <b>876</b>          | <b>738</b>          |
| <b>TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES</b>     | <b>17 876</b>       | <b>14 238</b>       |

Les emprunts bancaires sont à taux variable. Leur valeur nette comptable constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur du fait que la juste valeur des emprunts est déterminée sur base des flux de trésorerie actualisés au taux d'emprunt du Groupe en vigueur à la clôture de l'exercice. La juste valeur des emprunts bancaires est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie.

### 20.2 Échéancier

| (en milliers d'euros)           | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|
| Moins d'un an                   | 876                 | 738                 |
| De un à cinq ans <sup>(*)</sup> | 17 000              | 13 500              |
| Plus de cinq ans                | -                   | -                   |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>17 876</b>       | <b>14 238</b>       |

<sup>(\*)</sup> La classification à plus d'un an tient compte des options de refinancement des crédits existants négociées en faveur du Groupe.

## 20.3 Lignes de crédit disponibles

| (en milliers d'euros)     | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|---------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Montant autorisé</b>   | <b>125 000</b>      | <b>118 333</b>      |
| Moins d'un an             | -                   | 33 333              |
| De un à cinq ans          | 125 000             | 85 000              |
| Plus de cinq ans          | -                   | -                   |
| <b>Montant utilisé</b>    | <b>17 000</b>       | <b>13 500</b>       |
| Moins d'un an             | -                   | -                   |
| De un à cinq ans          | 17 000              | 13 500              |
| Plus de cinq ans          | -                   | -                   |
| <b>Montant disponible</b> | <b>108 000</b>      | <b>104 833</b>      |
| Moins d'un an             | -                   | 33 333              |
| De un à cinq ans          | 108 000             | 71 500              |
| Plus de cinq ans          | -                   | -                   |

Les conventions bancaires du Groupe imposent le respect de ratios financiers : un ratio « dettes financières nettes consolidées/ excédent brut d'exploitation » consolidé inférieur à 3 ou 3,5 selon les contrats et un ratio « dettes financières nettes consolidées/ capitaux propres consolidés » inférieur à 1. En cas de non-respect des ratios financiers, les banques prêteuses sont en mesure d'exiger le remboursement anticipé de l'encours des lignes de crédit à concurrence de 17 000 milliers d'euros au 31 décembre 2017 (31 décembre 2016 : 13 500 milliers d'euros).

Au 31 décembre 2017, les ratios financiers sont respectés.

## 20.4 Variation des dettes financières

| (en milliers d'euros)                                | Concours<br>bancaires | Emprunts<br>bancaires | Total         |
|------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| <b>Solde au 31 Décembre 2015</b>                     | <b>668</b>            | <b>19 000</b>         | <b>19 668</b> |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | 70                    | (5 497)               | (5 427)       |
| Regroupement d'entreprises                           | -                     | -                     | -             |
| Cessions de filiales                                 | -                     | -                     | -             |
| Ecart de conversion                                  | -                     | -                     | -             |
| Autres mouvements                                    | -                     | ( 3)                  | ( 3)          |
| <b>Solde au 31 Décembre 2016</b>                     | <b>738</b>            | <b>13 500</b>         | <b>14 238</b> |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | 138                   | 7 070                 | 7 208         |
| Regroupement d'entreprises                           | -                     | -                     | -             |
| Cessions de filiales                                 | -                     | (3 567)               | (3 567)       |
| Ecart de conversion                                  | -                     | -                     | -             |
| Autres mouvements                                    | -                     | ( 4)                  | ( 4)          |
| <b>Solde au 31 Décembre 2017</b>                     | <b>876</b>            | <b>17 000</b>         | <b>3 638</b>  |

## NOTE 21. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cadre de l'acquisition de AAA Group Ltd en 2015 des options de rachat portant sur 791 actions émises par Sword Charteris Ltd (antérieurement Sword IT Solutions), soit 31% du capital, et détenues par des personnes occupant des fonctions dirigeantes au sein d'AAA Ltd ont été accordées à Sword Soft Ltd. Ces options de rachat sont exerçables à tout moment pendant une période commençant le 31 décembre 2019 et se terminant le 1 décembre 2025 dans l'hypothèse où certains objectifs de rendement (exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires et de la croissance de l'EBIDTA) ne seraient pas remplis. Le prix d'exercice (GBP 2 077 par action) est le prix payé par les détenteurs de ces actions. Au 31 décembre 2017, compte tenu des perspectives de Sword Charteris Ltd et des conditions d'exercice, les options ont une valeur nulle (2016 : valeur nulle).



## NOTE 22. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

| (en milliers d'euros) | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------|---------------------|---------------------|
| Fournisseurs          | 3 144               | 3 842               |
| Factures à recevoir   | 13 660              | 13 105              |
| Autres                | 563                 | 890                 |
| <b>TOTAL</b>          | <b>17 367</b>       | <b>17 837</b>       |

## NOTE 23. AUTRES PASSIFS

| (en milliers d'euros)                                                                     | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Autres                                                                                    | 85                  | 93                  |
| <b>TOTAL AUTRES PASSIFS NON COURANTS</b>                                                  | <b>85</b>           | <b>93</b>           |
| Taxe sur la valeur ajoutée et autres impôts                                               | 7 394               | 4 617               |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux                                             | 6 974               | 7 482               |
| Produits constatés d'avance                                                               | 23 968              | 22 524              |
| Contrepartie éventuelle sur acquisition de Venture Information Management Ltd (note 8.1.) | 549                 | -                   |
| Païement différé lié à l'acquisition complémentaire de titres dans Simalaya Holding SA    | -                   | 35                  |
| Autres                                                                                    | 1 051               | 3 593               |
| <b>TOTAL AUTRES PASSIFS COURANTS</b>                                                      | <b>39 936</b>       | <b>38 251</b>       |

## NOTE 24. ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

### 24.1 Hiérarchie des justes valeurs

Afin de refléter l'importance des données utilisées lors des évaluations à la juste valeur, le groupe classe ces évaluations selon une hiérarchie qui se compose des niveaux suivants :

- niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ; et
- niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Les tableaux ci-dessous donnent l'analyse des actifs et passifs évalués à la juste valeur par niveau de hiérarchie.

| (en milliers d'euros)                            | Niveau 1   | Niveau 2 | Niveau 3   | Total au<br>31 décembre 2017 |
|--------------------------------------------------|------------|----------|------------|------------------------------|
| <b>Actifs à la juste valeur</b>                  |            |          |            |                              |
| <i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>  |            |          |            |                              |
| Participation dans SBT                           | 251        | -        | -          | 251                          |
| Participations dans diverses sociétés non cotées | -          | -        | 267        | 267                          |
| <b>TOTAL DES ACTIFS À LA JUSTE VALEUR</b>        | <b>251</b> | <b>-</b> | <b>267</b> | <b>518</b>                   |

| (en milliers d'euros)                            | Niveau 1   | Niveau 2 | Niveau 3   | Total au<br>31 décembre 2016 |
|--------------------------------------------------|------------|----------|------------|------------------------------|
| <b>Actifs à la juste valeur</b>                  |            |          |            |                              |
| <i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>  |            |          |            |                              |
| Participation dans SBT                           | 219        | -        | -          | 219                          |
| Participations dans diverses sociétés non cotées | -          | -        | 299        | 299                          |
| <b>TOTAL DES ACTIFS À LA JUSTE VALEUR</b>        | <b>219</b> | <b>-</b> | <b>299</b> | <b>518</b>                   |

Il n'y a pas eu de transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours de l'exercice.

Dans l'hypothèse où un transfert de niveau de juste valeur serait nécessaire, le Groupe procéderait à ce changement de classification (et des conséquences en termes d'évaluation) à la date de l'évènement déclencheur ou du changement de circonstances à l'origine du transfert.

## 24.2 Techniques d'évaluation

### Dans le cadre des regroupements d'entreprises

#### *Immobilisations incorporelles*

La juste valeur des logiciels destinés aux tiers, des contrats de mise à disposition de logiciels en mode SaaS, des contrats de maintenance logicielle et des carnets de commandes acquis lors d'un regroupement d'entreprises est calculée selon la méthode la plus appropriée en la circonstance, dont la méthode dite du « multi-period excess earnings » (résultat marginal multi-périodes), qui consiste à évaluer l'actif en question après déduction d'un rendement raisonnable pour les autres actifs qui génèrent les flux de trésorerie. La valorisation est fonction de variables telles que le taux d'obsolescence technologique, le taux d'érosion de la clientèle (voire le taux de renouvellement des contrats) et le taux d'actualisation.

#### *Instruments financiers dérivés*

La valorisation des contrats d'achat ou de vente d'options est effectuée à partir du modèle de Black & Scholes, en s'appuyant sur des données observables telles que la volatilité du titre sous-jacent ou à partir de modèles basés sur des flux de trésorerie attendus actualisés, pondérés le cas échéant en fonction de scénarios possibles.

#### *Contrepartie éventuelle*

La juste valeur de la contrepartie éventuelle relative à l'achat de titres dans Venture Information Management Ltd est établie à l'aide d'une estimation des projections de l'EBITDA, sur base des comptes 2017 et des budgets et prévisions à 3 mois sur 2018, ajustée, le cas échéant, pour tenir compte de l'effet de l'actualisation.

La contrepartie éventuelle est classée en niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs compte tenu de l'utilisation de données inhérentes à la société acquise.

### Dans le cours normal des affaires

#### *Actifs financiers disponibles à la vente*

Les actifs financiers disponibles à la vente relevant du niveau 1 sont évalués au cours de bourse à la date de clôture. Les autres actifs financiers disponibles à la vente relèvent du niveau 3 et sont évalués sur base de leur actif net, tel que communiqué par la direction de la société concernée. Le Groupe procède à des ajustements s'il constate sur base des informations disponibles que l'actif net s'écarte significativement de la juste valeur.

## 24.3 Rapprochement des évaluations à la juste valeur de niveau 3

### *Actifs financiers disponibles à la vente*

| (en milliers d'euros)                                                                        | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Solde au début de l'exercice</b>                                                          | <b>299</b>          | <b>251</b>          |
| Acquisitions                                                                                 | 16                  | 253                 |
| Cessions                                                                                     | -                   | (199)               |
| Total des gains et pertes                                                                    | (48)                | (6)                 |
| <b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>                                                          | <b>267</b>          | <b>299</b>          |
| Total des gains et pertes pour l'exercice relatifs aux actifs détenus à la fin de l'exercice | (48)                | 6                   |

*Le total des gains et pertes pour l'exercice relatifs aux actifs détenus à la fin de l'exercice est inclus dans les autres éléments du résultat global sous la rubrique « gain/ (perte) relatif à la réévaluation à la juste valeur ».*

## NOTE 25. IMPÔTS

### 25.1 Ventilation de la charge d'impôt

| (en milliers d'euros)                                                    | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Impôt sur le résultat comptabilisé dans le résultat de l'exercice</b> |                     |                     |
| Impôt exigible                                                           | 5 298               | 4 289               |
| Impôt différé                                                            | (279)               | 557                 |
| <b>TOTAL</b>                                                             | <b>5 019</b>        | <b>4 846</b>        |

### 25.2 Rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectif

| (en milliers d'euros)                                                                | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Résultat avant impôt                                                                 | 16 257              | 15 662              |
| Taux moyen d'imposition en vigueur au Luxembourg                                     | 31,47%              | 31,47%              |
| <b>Charge d'impôt théorique</b>                                                      | <b>5 116</b>        | <b>4 929</b>        |
| Incidences:                                                                          |                     |                     |
| - Charges non déductibles du bénéfice imposable                                      | 604                 | 917                 |
| - Produits exonérés d'impôt                                                          | (501)               | (372)               |
| - Différences permanentes                                                            | (195)               | 57                  |
| - Différences de taux d'imposition sur résultat bénéficiaire des filiales étrangères | (1 244)             | (1 738)             |
| - Utilisation de reports déficitaires non activés précédemment                       | (661)               | (496)               |
| - Impôts non activés sur résultats déficitaires                                      | 1 029               | 812                 |
| - Crédit d'impôt                                                                     | 11                  | (37)                |
| - Divers                                                                             | 860                 | 774                 |
| <b>Charge d'impôt effectif</b>                                                       | <b>5 019</b>        | <b>4 846</b>        |
| <b>TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION</b>                                                    | <b>30,87%</b>       | <b>30,94%</b>       |

### 25.3 Décomposition des impôts différés actifs et passifs par nature

| (en milliers d'euros)                    | Solde à l'ouverture | Comptabilisé en résultat net | Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global | Variation de périmètre | Solde à la clôture |
|------------------------------------------|---------------------|------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------|--------------------|
| <b>(Passifs)/ Actifs d'impôt différé</b> |                     |                              |                                                          |                        |                    |
| Immobilisations incorporelles            | (1 604)             | 121                          | 12                                                       | -                      | (1 471)            |
| Produits différés                        | 11                  | 302                          | 30                                                       | -                      | 343                |
| Provisions                               | 260                 | 62                           | -                                                        | -                      | 322                |
|                                          | <b>(1 333)</b>      | <b>485</b>                   | <b>42</b>                                                | <b>-</b>               | <b>(806)</b>       |
| Pertes fiscales                          | 905                 | (198)                        | (25)                                                     | 113                    | 795                |
| <b>(PASSIFS)/ ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ</b> | <b>(428)</b>        | <b>287</b>                   | <b>17</b>                                                | <b>113</b>             | <b>(11)</b>        |

### 25.4 Solde d'impôts différés actifs et passifs

| (en milliers d'euros)       | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------|---------------------|---------------------|
| Impôts différés actifs      | 1 438               | 1 165               |
| Impôts différés passifs     | (1 449)             | (1 593)             |
| <b>IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS</b> | <b>(11)</b>         | <b>(428)</b>        |

## Impôts différés actifs non reconnus

À la date de clôture, le Groupe dispose dans différentes juridictions fiscales de pertes fiscales d'environ 23 819 milliers d'euros (2016: 23 827 milliers d'euros) qui sont disponibles pour compenser les bénéfices imposables futurs des sociétés dans lesquelles les pertes fiscales ont surgi, et pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été reconnu en raison de l'incertitude de sa récupération.

## NOTE 26. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

| (en milliers d'euros)                                              | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|--------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Rémunérations brutes                                               | 66 166              | 62 744              |
| Charges sociales                                                   | 12 101              | 10 688              |
| Charges relatives à des paiements fondés sur des actions (note 36) | -                   | 92                  |
| Autres                                                             | 1 037               | 830                 |
| <b>TOTAL</b>                                                       | <b>79 304</b>       | <b>74 354</b>       |

L'effectif moyen du Groupe est le suivant :

|                         | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Effectif moyen</b>   |                     |                     |
| Effectif facturable     | 1 111               | 924                 |
| Effectif non facturable | 180                 | 161                 |
| <b>TOTAL</b>            | <b>1 291</b>        | <b>1 085</b>        |

Les avantages au personnel tels que provisionnés à la clôture sont présentés dans la note 18.

## NOTE 27. DOTATIONS AUX PROVISIONS

| (en milliers d'euros)                            | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|--------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Dotations aux provisions pour retraites          | 162                 | 165                 |
| Dotations aux autres provisions                  | 126                 | 21                  |
| Reprises sur autres provisions                   | (67)                | (128)               |
| Dotations aux provisions pour créances douteuses | 1 001               | 511                 |
| Reprises sur provisions pour créances douteuses  | (899)               | (674)               |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>323</b>          | <b>(105)</b>        |

## NOTE 28. RÉSULTAT SUR CESSION D'ACTIFS

| (en milliers d'euros)                               | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-----------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Frais de cessions                                   | (349)               | (347)               |
| Résultat de cession sur titres non consolidés       | -                   | 21                  |
| Résultat de cession sur titres consolidés           | 136                 | -                   |
| Résultat de cession sur titres Amor                 | -                   | 88                  |
| Résultat de cession sur immobilisations corporelles | (232)               | 8                   |
| <b>TOTAL</b>                                        | <b>(445)</b>        | <b>(230)</b>        |

## NOTE 29. PERTE DE VALEUR SUR ACTIFS

| (en milliers d'euros)                                 | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Perte de valeur sur créances clients                  | 1 534               | -                   |
| Perte de valeur sur la cession des titres dans Kenzan | 1 375               | -                   |
| <b>TOTAL</b>                                          | <b>2 909</b>        | <b>-</b>            |

## NOTE 30. AUTRES ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

| (en milliers d'euros)         | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|
| Coûts de litiges              | (367)               | (145)               |
| Coûts de restructuration      | (349)               | (1 411)             |
| Coûts d'acquisition           | (669)               | (1 340)             |
| Autres charges <sup>(1)</sup> | (770)               | (1 195)             |
| Autres produits               | 389                 | 9                   |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>(1 766)</b>      | <b>(4 082)</b>      |

<sup>(1)</sup> Les autres charges comprennent principalement un montant de 344 milliers d'euros relatifs à des loyers pour bureaux vacants et un montant de 248 milliers d'euros pour des frais de licenciement.

## NOTE 31. RÉSULTAT FINANCIER

| (en milliers d'euros)                                        | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|--------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Intérêts sur comptes à terme                                 | 421                 | 441                 |
| Autres                                                       | -                   | 1                   |
| <b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b> | <b>421</b>          | <b>442</b>          |
| Charge d'intérêts sur emprunts et dettes financières         | (416)               | (427)               |
| <b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>                   | <b>5</b>            | <b>15</b>           |
| Gain de change                                               | 735                 | 2 655               |
| Perte de change                                              | (1 398)             | (1 628)             |
| Dotations financières sur titres non consolidés et créances  | (62)                | (4)                 |
| Autres produits financiers                                   | -                   | 24                  |
| Autres charges financières                                   | (162)               | (255)               |
| <b>RÉSULTAT FINANCIER NET</b>                                | <b>(882)</b>        | <b>807</b>          |

## NOTE 32. RÉSULTAT PAR ACTION

| (en milliers d'euros et en unité)                                   | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|---------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Résultat de l'exercice, attribuable aux propriétaires de la Société | 10 419              | 10 498              |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation            | 9 538 080           | 9 407 713           |
| Impact des instruments dilutifs                                     | -                   | 37 418              |
| Nombre moyen pondéré dilué d'actions                                | 9 538 080           | 9 445 131           |
| <b>Résultat par action</b>                                          |                     |                     |
| Résultat net de base par action                                     | 1,09                | 1,12                |
| Résultat net dilué par action                                       | 1,09                | 1,11                |

## NOTE 33. CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2017, le capital social est de 9 544 965 euros (2016: 9 544 965 euros) représenté par 9 544 965 actions (2016 : 9 544 965 actions) d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérée.

Au 31 décembre 2016, le capital social autorisé s'élevait à 4 745 000 euros et à 100 000 000 euros dans le cadre d'actions nouvelles à émettre en vertu de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital. Cette autorisation est arrivée à échéance le 2 mai 2017.

## NOTE 34. ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2017, le Groupe détient 10 671 actions propres (31 décembre 2016 : 105 809 actions propres).

## NOTE 35. DIVIDENDES

L'Assemblée Générale ordinaire du 28 avril 2017 a voté le versement d'un dividende de 1,20 euros par action en 2017 dans le cadre de l'affectation des résultats 2016, qui a donné lieu à un versement global de 11 445 milliers d'euros au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

## NOTE 36. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Depuis le 30 janvier 2009, l'Assemblée Générale des actionnaires avait autorisé le Conseil d'administration à mettre en place plusieurs plans d'options sur actions (stock-options) destinés aux salariés et aux dirigeants. Les options pouvaient généralement être exercées sur une période s'ouvrant à l'issue d'un délai compris entre 36 mois et 48 mois à compter de la date d'octroi et se terminant 12 mois plus tard.

Au 31 décembre 2017, il n'y plus de plans d'options sur actions en place.

Les variations des options sur actions pendant l'exercice 2016 sont résumées comme suit :

|                                     | 31 décembre 2016 |                       |
|-------------------------------------|------------------|-----------------------|
|                                     | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen |
| <b>Solde au début de l'exercice</b> | <b>130 000</b>   | <b>16,21</b>          |
| Options exercées durant l'exercice  | (130 000)        | 16,21                 |
| <b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b> | <b>-</b>         | <b>-</b>              |

En 2016, la charge totale du Groupe liée aux plans d'options s'élevait à 92 milliers d'euros.

## NOTE 37. TRANSACTIONS AVEC PARTIES LIÉES

### 37.1 Rémunération des membres du Conseil d'Administration et de la Direction

| (en milliers d'euros)              | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Avantages à court terme:           |                  |                  |
| - Brut (hors avantage en nature)   | 1 142            | 1 249            |
| - Charges patronales               | 259              | 246              |
| - Avantages en nature              | 64               | 57               |
| Jetons de présence                 | 108              | 174              |
| Paielements fondés sur des actions | -                | 92               |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>1 573</b>     | <b>1 818</b>     |

Les membres du Conseil d'Administration et de la Direction concernés par ces rémunérations sont au nombre de 14 (2016 : 15).

### 37.2 Entreprises associées

#### a) Tipik

| (en milliers d'euros)                 | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Chiffre d'affaires réalisé avec Tipik | 3 656            | 3 480            |
| Achats à Tipik                        | (154)            | (372)            |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>3 502</b>     | <b>3 108</b>     |

Le prêt-relais accordé à Tipik par le CIC Lyonnaise de Banque avec échéance 31 mars 2017, a été renouvelé pour un an à hauteur de 6 millions d'euros. Voir note 38.

En mars 2015, le Groupe a consenti à Tipik un abandon de créance sous réserve d'une clause de retour à meilleure fortune à concurrence de 4,5 millions d'euros. En décembre 2016, le Groupe a accordé à Tipik un abandon partiel de sa créance à concurrence d'un montant de 250 milliers d'euros, subordonné à la condition de retour à meilleure fortune. Suite au premier et deuxième abandon de créance susmentionnée, le Groupe détient une créance sur Tipik s'élevant à 302 milliers d'euros au 31 décembre 2017 (31 décembre 2016 : 302 milliers d'euros).



En vertu d'une convention d'actionnaires avec Alamos SA, Tipik est sous le contrôle exclusif d'Alamos SA selon IFRS 10. Par conséquent, Tipik reste comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 décembre 2017, la créance détenue sur Alamos S.A. s'élève à 446 milliers d'euros (31 décembre 2016 : 446 milliers d'euros).

## b) Plesys IT PC

Au 1<sup>er</sup> mai 2017, le Groupe a signé avec la société Plesys IT PC un contrat de services d'une durée de trois ans renouvelable, à des fins de prospection commerciale et de gestion des appels d'offres (voir note 1.2 et note 7). Le montant des prestations pour 2017 s'élève à 100 milliers d'euros.

## 37.3 Autres

La société Financière Sémaphore qui détient une participation de 17,9% dans le groupe fournit les prestations suivantes:

| (en milliers d'euros)                  | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|----------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Honoraires de gestion                  | 370                 | 350                 |
| Honoraires liés aux cessions réalisées | 150                 | 240                 |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>520</b>          | <b>590</b>          |

Au cours de l'année clôturée le 31 décembre 2017, une société contrôlée par un administrateur de la Société a fourni à des sociétés du Groupe des prestations de nature comptable et administrative pour 375 milliers d'euros (2016 : 163 milliers d'euros).

Des prêts pour un montant de 1 426 milliers d'euros (31 décembre 2016 : 2 106 milliers d'euros) ont été accordés à des membres de la direction du Groupe en vue de financer l'acquisition de participations minoritaires dans certaines filiales du Groupe. Ils sont rémunérés à un taux établi entre 2% et 3% par an et viennent à échéance au cours de la période allant de 2018 à 2020.

Le 18 décembre 2017, le Groupe a cédé sa filiale SCI Decan à une société contrôlée par Financière Sémaphore à un prix de 1 million d'euros. Voir note 9.1. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Groupe occupe les bureaux sis 6 rue Claude Chappe 69370 Saint Didier au Mont d'Or que SCI Decan met à disposition du Groupe pour un loyer de 266 milliers d'euros par an. Le loyer a été établi sur base des prix de marché. Le bail vient à échéance le 31 décembre 2028.

## NOTE 38. ENGAGEMENTS HORS BILAN

| (en milliers d'euros)                                       | 31 décembre<br>2017 | 31 décembre<br>2016 |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Contrats de location simple</b>                          | <b>20 730</b>       | <b>21 054</b>       |
| Moins d'un an                                               | 4 362               | 4 094               |
| De un à cinq ans                                            | 12 017              | 12 360              |
| Plus de cinq ans                                            | 4 351               | 4 600               |
| <b>Cautions données pour compte de tiers <sup>(1)</sup></b> | <b>6 036</b>        | <b>6 536</b>        |
| Moins d'un an                                               | 6 000               | 6 500               |
| De un à cinq ans                                            | 36                  | 36                  |
| Plus de cinq ans                                            | -                   | -                   |
| <b>Autres garanties données <sup>(2)</sup></b>              | <b>373</b>          | <b>67</b>           |
| Moins d'un an                                               | 72                  | 67                  |
| De un à cinq ans                                            | 229                 | -                   |
| Plus de cinq ans                                            | 72                  | -                   |
| <b>TOTAL</b>                                                | <b>27 139</b>       | <b>27 657</b>       |

<sup>(1)</sup> Incluant une caution donnée en garantie d'un prêt bancaire de 6 millions d'euros accordé à Tipik, ayant une échéance en mars 2018. Voir note 37.2.

<sup>(2)</sup> Incluant les garanties de bonne fin.

**NOTE 39. PASSIFS ÉVENTUELS**

Au 31 décembre 2017, il n'existe aucun risque significatif de passifs éventuels.

**NOTE 40. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le tableau ci-dessous détaille le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre des années 2017 et 2016 :

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                        | <b>31 décembre<br/>2017</b> | <b>31 décembre<br/>2016</b> |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Commissariat aux comptes & certification (individuels & consolidés) | 796                         | 703                         |
| Conseil juridique, fiscal, social                                   | 25                          | 25                          |
| Autres                                                              | -                           | 5                           |
| <b>TOTAL</b>                                                        | <b>821</b>                  | <b>733</b>                  |

**NOTE 41. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE**

Le 16 février 2018, le Groupe a acquis la société suisse IDO pour un montant total de 2,9 millions de CHF.

Le 15 janvier 2018, Mr. Perrotey a acquis 3,5% du capital de Sword Services pour un prix déterminé sur base des états financiers 2016 et 2017 de Sword Services et respectant les conditions de marché.